

Planification de la conférence régionale pour la mise en place d'un Centre régional
pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest

par René Côté (professeur Faculté de science politique et de droit, UQAM),
Alain Grandbois (professeur Faculté de science politique et de droit, UQAM)
Sophie D'Aoust (assistante de recherche, UQAM)

Rapport technique final

28 janvier 2011

Université du Québec à Montréal
Montréal

Table des matières

1- Informations générales sur le projet	2
2- Problèmes ayant fait l'objet de la recherche	4
2.1- Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) en Afrique de l'Ouest	4
2.2- Les modèles du Ghana et du Bénin	4
2.3- Le Centre pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest	5
2.3-1. Objectifs du CRAMA0	5
2.3-2. Plus-value du CRAMA0	6
2.3-3. Étapes clés pour y parvenir (conférence)	7
3- Objectifs du projet	7
3.1- Atteinte de l'objectif général	7
3.2- Atteinte des objectifs spécifiques	9
4- Méthodologie	11
5- Activités	12
5.1- Travaux de recherche préparatoires à la conférence	12
5.2- Déroulement de la conférence	12
5.3- Rédaction des rapports finaux	12
6- Extrants	13
6.1- Atteinte des résultats prévus dans la proposition de départ	13
6.2- Atteinte envisageable des actions subséquentes immédiates :	15
6.3- Liste des extrants de la conférence	16
7- Incidences	17
8- Appréciation d'ensemble et recommandations	18
ANNEXE 1 : Discours d'ouverture de l'Honorable John Dramani Mahama	19
ANNEXE 2 : Discours de fermeture de l'Ambassadeur Chris Kpodo	22
ANNEXE 3 : Liste des participants à la conférence	25
ANNEXE 4 : Présentation du CRAMA0 par le professeur Asante, membre du NAPRM-GC	34
ANNEXE 5 : Document conceptuel du CRAMA0 remis aux participants	40
ANNEXE 6 : Communiqué final de la conférence	48
ANNEXE 7 : Programme de la conférence	51
ANNEXE 8 : Liste des principaux enjeux soulevés lors de la conférence	58
ANNEXE 9 : Articles de journaux sur la conférence	62

1- Informations générales sur le projet

*Numéro de projet du CRDI : 106196-001_UQAM

*Titre de projet du CRDI: Planification de la conférence régionale pour la mise en place d'un Centre régional pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest

*Pays/Région : *Accra/Ghana*

*Nom de l'institution de recherche au complet: Université du Québec à Montréal

*Adresse de l'institution de recherche

Université du Québec à Montréal
C.P. 8888 Succ. Centre-ville
Montréal, Qc.
Canada, H3C 3P8

*Nom des chercheurs/des membres de l'équipe de recherche

*Coordonnées des chercheurs/des membres de l'équipe de recherche

René Côté (professeur faculté de science politique et de droit, UQAM)

cote.rene@uqam.ca

Alain Grandbois (professeur faculté de science politique et de droit, UQAM)

grandbois.alain@uqam.ca

Sophie D'Aoust (assistante de recherché, UQAM)

d'aoust.sophie@courrier.uqam.ca

Faculté de science politique et de droit
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888, Succursale Centre Ville
Montréal, Qc.
Canada H3C 3P8

*Ce rapport est présenté tel qu'il a été reçu du(des) bénéficiaire(s) de la subvention accordée pour le projet. Il n'a pas fait l'objet d'un examen par les pairs ni d'autres formes de révision.

*Le présent document est utilisé avec la permission de René Côté, Sophie D'Aoust et Alain Grandbois

*Copyright 2010, René Côté, Sophie D'Aoust et Alain Grandbois

**Abrégé (150-200 mots)– La conférence régionale pour la mise en place d'un Centre régional pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest (CRAMAQ) s'est tenue du 18 au 20 octobre 2010, à Accra au Ghana. Elle a permis de dégager un consensus sur la nécessité de mettre en place une telle structure qui vise l'amélioration de la bonne gouvernance et de la démocratie grâce à la mise en place d'une plateforme régionale de partage de savoir. Des commissions nationales MAEP particulièrement de la région ouest-africaine, des acteurs de la société civile impliqués dans le MAEP, des institutions de recherche et des partenaires au développement ont pris part à cette conférence. Ils ont non seulement échangé sur la mise en œuvre du mécanisme dans la région et sur les meilleures pratiques, mais sur la structure, le leadership et le financement du CRAMAQ. En plus du rapport de la conférence, de travaux de recherche sur le MAEP préparatoires et d'articles médiatiques sur cet événement, un réseau important de partenaires fut créé pour la mise en place du CRAMAQ.*

**Mots clés – Conférence régionale, Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (MAEP), Centre pour l'avancement du MAEP, Afrique de l'Ouest*

2- Problèmes ayant fait l'objet de la recherche

2.1- Le Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (MAEP) en Afrique de l'Ouest

Le MAEP est un processus de contrôle mutuel entre les États auquel vingt-neuf (29) pays africains ont adhéré depuis 2003 dont huit (8) sont membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDÉAO).¹ Ce mécanisme a été développé dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), une initiative de développement créée par l'Union Africaine en juillet 2001 afin de résoudre les défis actuels du continent africain.

Les États qui participent au MAEP acceptent de se soumettre à une évaluation de leur performance en matière :

- i) de démocratie et de bonne gouvernance ;
- ii) de gouvernance économique et de management ;
- iii) de gestion d'entreprise ;
- iv) de développement socio-économique.²

Une première évaluation, faite par des équipes d'experts nationaux est suivie d'une autre par les experts internationaux mandatés par les « pairs ». De ces évaluations résulte finalement un programme d'actions que chaque pays dessine afin de trouver des solutions pratiques aux problèmes relevés.

2.2- Les modèles du Ghana et du Bénin

Le National African Peer Review Mechanism – Governing Council (NAPRM-GC) est l'organe de gestion du MAEP au Ghana et est maintenant considéré comme l'un des leaders incontestés en matière d'innovations pour le MAEP en Afrique. Tout d'abord, cet État fut le premier pays à avoir conduit son autoévaluation en 2004 par le biais de 4 instituts techniques de recherche et à avoir été évalué par les pairs l'année suivante. Son rapport a été rendu public en 2006. Par son approche participative décentralisée, le Ghana est désigné comme exemplaire en ce qui concerne la participation de la société civile à plusieurs niveaux du processus d'évaluation. C'est plus précisément par la création de comités civils du MAEP au niveau des districts (*District APRM Oversight Committees*), à compter de 2007, qu'une certaine décentralisation du processus a pu se faire.

¹ Bénin, Burkina Faso, Ghana, Mali, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

² voir site Web du NAPRM-GC Ghana : http://www.naprm-gc.org/About/Focus_Areas.htm .

De même, le Bénin développe actuellement une approche semblable, innovatrice et reconnue par plusieurs autres partenaires du développement. Cet État a adhéré au MAEP le 31 mars 2004 et fut le premier pays africain francophone à être évalué par les pairs en 2007. Les acteurs de la société civile ont été grandement impliqués dans le processus béninois. Non seulement ont-ils pris part, lors de deux séminaires en 2007, à l'élaboration du plan national d'actions, suite à leur évaluation, mais la Commission du Bénin a entrepris un processus de décentralisation, suivant l'exemple du Ghana. En ce sens, des points focaux ont été mis en place sur l'ensemble du territoire national, permettant la tenue de groupes de discussion (*focus groups*) pour recueillir directement l'opinion des populations sur l'évaluation du processus MAEP au Bénin.

2.3- Le Centre pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest

Les échanges entre ces deux pays ont abouti à la signature d'une entente administrative (*Memorandum of Understanding*), en 2008, afin de renforcer la coopération régionale dans la mise en œuvre du MAEP. Suite à des discussions informelles avec d'autres pays de la région ouest-africaine, tels que : le Burkina Faso, le Mali, le Nigeria, la Sierra Leone, le Libéria et le Togo, la création d'un Centre régional pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest (CRAMA)³ fut proposée par le Ghana et le Bénin afin de favoriser davantage l'échange d'information et le partage des bonnes pratiques. L'UQAM s'est associée alors à ce consortium, reconnaissant la valeur d'une telle initiative.

2.3-1. Objectifs du CRAMA

Ce Centre aura pour but principal l'amélioration de la bonne gouvernance et de la démocratie grâce à la mise en place d'une plateforme régionale de partage de savoir. Ce projet constitue à la fois un processus et une structure. Le processus fait avant tout référence au partage de savoir sur la bonne gouvernance dans le cadre du MAEP. Plus spécifiquement, le Centre régional pour l'avancement du MAEP poursuivra les objectifs spécifiques suivants en tant que processus :

- établir et gérer une organisation de partage d'information au niveau régional, qui coordonnerait l'échange de connaissances sur le MAEP en Afrique de l'Ouest;
- promouvoir l'appropriation de ces connaissances par les populations, suivant une approche de développement basée sur les communautés (*bottom-up approach*) et l'enseignement civique;

³ Cet acronyme est une traduction non-officielle du West african Centre for the advancement of the APRM (WACAA)

- décentraliser la mise en œuvre du MAEP et proposer des changements pour améliorer la bonne gouvernance des autorités locales;
- mobiliser l'expertise nationale et internationale afin d'effectuer des recherches et de trouver les bonnes méthodes pour améliorer le MAEP;
- partager les expériences apprises et surtout les meilleures pratiques parmi les pays participants;
- favoriser la collaboration, le dialogue inter-pays et la formation de réseaux ainsi que le renforcement de capacités;
- développer des normes, des politiques et des programmes qui feront la promotion de la coopération régionale et de l'intégration;
- développer des outils pour établir les communications entre les États (plateforme virtuelle d'information).

Le projet du CRAMA O renfermera également une structure comprenant un secrétariat de coordination régionale qui supervisera les activités du Centre et qui sera chargé d'organiser des activités pour favoriser l'éducation civique, la décentralisation du MAEP, la conduite d'études scientifiques et la recherche, la mise en réseau et le renforcement des capacités, la communication et la diffusion d'information, la coopération régionale et l'intégration, le suivi et l'éducation et la gestion professionnelle. Le secrétariat sera chapeauté par un Conseil d'administration et par une Commission de la recherche.

Les représentants du NAPRM-GC du Ghana, de la Commission nationale du MAEP au Bénin et de l'UQAM se sont rencontrés à l'été 2010 pour préciser le document conceptuel du Centre ayant déjà été discuté en avril 2009.

2.3-2. Plus-value du CRAMA O

Ce projet de Centre régional pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest est basé sur un large éventail de consultations précédentes, d'études, de documents conceptuels et d'échanges d'idées avec un certain nombre de parties prenantes, incluant des acteurs de la société civile et des exécutants du secteur public et privé. Le Centre pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest comportera certaines caractéristiques uniques qui lui assureront une plus-value importante. Notamment, il permettra de surmonter des barrières linguistiques qui ont jusqu'à présent ralenti le processus d'intégration ouest-africain. Aussi, il fera ressortir les expériences pratiques des pays participants en ce qui concerne la mise en œuvre du MAEP et l'implication des communautés à la base et permettra la mise en place de solutions communes grâce au partage des meilleures pratiques et expériences.

2.3-3. Étapes clés pour y parvenir (conférence)

Toutefois, puisque les échanges entre ces divers pays de la région ouest-africaine n'avaient été qu'informels et qu'une collaboration pour la création d'un tel Centre régional ne pouvait leur être imposée, la tenue d'une conférence régionale était nécessaire afin de s'assurer du consensus des États non seulement sur la nécessité d'une telle structure, mais également sur son fonctionnement. Le présent document détaillera cette activité essentielle pour la mise en place future du Centre régional pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest.

3- Objectifs du projet

3.1- Atteinte de l'objectif général

L'Objectif général de la conférence était de préparer la mise en place d'un Centre régional pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest et partager les expériences diverses de mise en œuvre du MAEP en Afrique de l'Ouest.

L'objectif général fut atteint grâce à l'organisation de la Conférence sur l'établissement d'un Centre ouest-africain pour l'avancement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs qui s'est tenue à Accra, Ghana, du 18 au 20 octobre 2010. L'appui du gouvernement du pays hôte, le Ghana, était indéniable, puisque l'Honorable John Dramani Mahama, Vice-président de la République du Ghana a prononcé l'adresse principale de la cérémonie d'ouverture de la conférence et que le discours de clôture fut fait par l'Ambassadeur Chris Kpodo, sous-ministre des affaires étrangères et de l'intégration régionale du Ghana (voir ANNEXE 1 et 2, leur discours respectif).

Le succès de la conférence réside dans la participation de représentants des huit pays de l'Afrique de l'Ouest identifiés dans notre proposition. En effet, la présence de quatre pays anglophones et quatre pays francophones de la région, les pays les plus impliqués dans la mise en œuvre du MAEP, constituait un gage de représentativité.

Pays ayant participé à la conférence :

- **Ghana - anglophone**
- Sierra Leone - anglophone
- Nigeria - anglophone
- Liberia - anglophone
- **Bénin-francophone**
- Mali - francophone
- Burkina Faso - francophone
- Togo - francophone

Parmi les engagements pris, nous avons insisté sur la participation non seulement des commissions nationales de ces pays mais également de représentants de la société civile. Six des huit délégations nationales étaient accompagnées d'organisations de la société civile. Nous remercions d'ailleurs ici Partenariat Afrique-Canada (PAC) pour nous avoir aidés à identifier plusieurs de ces représentants.

Organisations de la société civile présentes lors de la conférence:

- Ghana : Institute of Democratic Governance (IDEG)
- Sierra Leone : National Accountability Group
- Liberia : Green Advocates
- Bénin : Social Watch
- Mali : Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)
- Togo : INADES-Formation

Le succès de la conférence vient également de l'intérêt qu'ont démontré d'autres partenaires internationaux qui ont assisté à cette conférence.

Partenaires internationaux ayant pris part à l'atelier :

- Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD)
- Commission économique pour l'Afrique (CEA)
- Banque africaine de développement (BAD)
- Secrétariat continental du MAEP
- South-African Institute for International Affairs (SAIIA)
- Parlement pan-africain (parlementaire du Botswana)
- Agence canadienne de développement international (ACDI)
- Partenariat Afrique Canada (PAC)
- Africa Governance Monitoring and Advocacy Project (AFRIMAP)
- Fondation Hanns Seidel (Allemagne)

Un autre financement en provenance du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) a permis de prendre en charge la participation d'autres pays africains invités à titre d'observateurs.

Pays observateurs présents :

- Côte d'Ivoire
- Sénégal
- Guinée
- Ouganda
- Kenya
- Mozambique

La Liste des participants se trouve en ANNEXE 3. Celle-ci contient non seulement les coordonnées des participants à la conférence, mais également des personnes invitées à la cérémonie d'ouverture.

3.2- Atteinte des objectifs spécifiques

L'ensemble des objectifs spécifiques de la conférence régionale prévus sera ici énuméré et leur atteinte sera discutée.

I- Élaborer le fonctionnement d'un Centre africain pour l'avancement du MAEP (pour la région de l'Afrique de l'Ouest).

Le fonctionnement du Centre régional pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest a fait l'objet d'une présentation par le Professeur Asante, membre du NAPRM-GC au Ghana, lors de deuxième journée de la conférence, soit le 19 octobre (voir ANNEXE 4). Le document conceptuel du Centre préparé par les commissions nationales du Ghana et du Bénin en collaboration avec les représentants de l'UQAM fut discuté et peaufiné le 20 octobre lors d'ateliers qui ont permis aux participants de se pencher sur différents aspects du projet (voir ANNEXE 5).

II- Créer un agenda commun et définir le calendrier des activités pour la mise en place du Centre régional.

Le communiqué final de la conférence (voir ANNEXE 6) a non seulement réaffirmé le consensus des représentants à mettre de l'avant l'idée de la création d'un Centre pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest, mais a rappelé que les différentes Commissions nationales qui adhéreront à ce Centre, en seront les décideurs. Leur agenda principal à la sortie de cette conférence se concentrera sur la recherche de financement pour cette initiative. Déjà, les divers représentants se sont entendus sur les sources potentielles de financement et ont convenu, pour des raisons de durabilité, de placer le futur Centre pour l'avancement du MAEP sous la CEDEAO et par le fait même sous l'architecture africaine de gouvernance de l'Union africaine.

III- Définir les rôles et responsabilités de chaque représentation nationale du MAEP.

Chaque Commission doit rendre compte à son président ou au point focal du MAEP (représentant MAEP auprès du gouvernement) et faire les démarches nécessaires pour se joindre à l'initiative.

IV- Créer des ententes précises entre les pays participants.

Les participants à la conférence n'étaient pas en mesure d'engager leur gouvernement respectif dans le cadre d'une entente administrative (*Memorandum of understanding*). Le consensus observé appelle à l'action des participants pour obtenir l'appui de leur gouvernement.

V- Discuter du fonctionnement du Secrétariat technique du Centre, ainsi que de son emplacement.

Les discussions ont permis d'aborder cette question, mais aucune décision ne pouvait être prise de façon définitive. En effet, les participants ont laissé le soin d'établir ces règles aux bons soins des futurs membres du Centre, lorsque le financement sera trouvé.

VI- Débuter la réflexion sur les outils permettant d'améliorer la communication entre les États (plate-forme virtuelle d'information).

Une réflexion a débuté sur la question des outils de communication. Les participants ont noté avec frustration l'inadéquation des outils de communication mis en place par le Secrétariat international du MAEP situé en Afrique du Sud. Des participants ont noté le caractère incomplet du site web de cet organisme (<http://aprm.krazyboyz.co.za/>) et l'absence totale de documents en langue française. Ils ont exprimé le souhait que les documents produits par le Centre soient traduits en anglais ou en français. La question de la place des pays lusophones a également été discutée.

VII- Collaborer en vue du partage des expériences et des leçons apprises sur l'intégration régionale par le biais du MAEP. Discuter de l'implication de la société civile et de la décentralisation du MAEP. Discuter des obstacles à l'implantation effective du MAEP.

La conférence a permis de réaliser un partage des expériences nationales sur plusieurs points importants. D'abord, le travail des commissions nationales a fait l'objet de présentations détaillées par les représentants de cinq pays parmi les plus avancés (thématique 2). Le rôle joué par les acteurs de la société civile dans les processus d'évaluation nationale ou au sein même des commissions nationales fut largement débattu (thématique 3) et a amené les échanges les plus vigoureux de la conférence. Le travail des acteurs extérieurs aux commissions nationales, notamment le rôle des parlementaires (thématique 4) et des commissions nationales de planification du développement (thématique 6) fut également abordé. Même certaines institutions de recherche internationales ont pu partager leur travail accompli pour l'avancement du MAEP (thématique 5).

Voici plus précisément les thématiques abordées lors de la conférence :

- THÉMATIQUE 2 : LA MISE EN ŒUVRE DU MAEP DANS 5 PAYS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (GHANA, BÉNIN, BURKINA FASO, NIGERIA, MALI)
- THÉMATIQUE 3: L'IMPLICATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE MAEP (Social Watch, Partenariat Afrique Canada, Institute of Democratic Governance)

- THÉMATIQUE 4: LES RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES PARLEMENTAIRES DANS LE MAEP (membre du Parlement pan-africain, membre du parlement du Ghana)
- THÉMATIQUE 5: LE RÔLE DES INSTITUTIONS DE RECHERCHE, EXPERTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX DU PROCESSUS DU MAEP (South-African Institute for International Affairs, Commission économique pour l'Afrique)
- THÉMATIQUE 6: LE RÔLE DES COMMISSIONS NATIONALES DE PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT DANS LE MAEP (Commission nationale de planification du développement du Ghana et l'Autorité nationale de planification de l'Ouganda)

Le programme complet de la conférence se trouve en ANNEXE 7.

4- Méthodologie

La conférence a été organisée de façon à présenter deux idées centrales : d'abord un partage des expériences nationales et des visions de différents acteurs liés au processus MAEP et ensuite la production d'un consensus autour du projet de création du CRAMAQ.

Sur la première idée, la richesse des débats venait principalement de la pertinence du choix des différents intervenants, tous au cœur des processus MAEP, mais à partir de points de vue distincts. La participation de représentants des commissions nationales MAEP, des organisations de la société civile, des parlementaires, des commissions nationales de planification du développement, des institutions de recherche et des partenaires stratégiques du MAEP a généré des échanges éclairés, permettant aux participants de mieux saisir les tenants et les aboutissants du mécanisme.

Sur la deuxième idée, le leadership des représentants du Bénin et du Ghana a permis la rédaction d'un document conceptuel qui a servi de point de départ de la discussion lors de la conférence. Ce document conceptuel est le fruit d'un processus itératif amorcé en 2008 entre le Ghana, le Bénin et l'UQAM. Lors du troisième jour de la conférence, les participants ont étudié en groupes de travail différentes dimensions essentielles du projet. Travail d'appropriation tout autant que de processus d'amélioration du projet, cette étape fut décisive dans la cristallisation d'un consensus favorable à la création du CRAMAQ. La rédaction d'un communiqué final au terme des délibérations a permis de synthétiser les principaux résultats de la conférence et d'élaborer une stratégie concertée que les délégués se sont engagés à mettre de l'avant dans les meilleurs délais.

La conférence d'Accra fut incontestablement une étape indispensable afin de prendre le pouls et de connaître la véritable motivation des participants à prendre

part à une telle initiative. Sans un consentement clair, notamment des différentes commissions nationales de la région ouest-africaine, ce projet n'aurait pu être synonyme de durabilité. Il était primordial d'inclure tous les futurs membres du CRAMAO dans les discussions initiales et dans l'élaboration du projet même et c'est sans aucun doute ce que la conférence aura permis.

5- Activités réalisées

5.1- Travaux de recherche préparatoires à la conférence

Une partie du budget reçu pour la réalisation de ce projet fut alloué à la rédaction de travaux de recherche préparatoires, notamment sur le niveau de mise en œuvre du MAEP dans les différents pays ciblés (Bénin, Burkina Faso, Mali, Togo, Nigéria, Sierra Leone et Ghana). Une analyse de l'implication de la communauté internationale envers ce mécanisme fut également rédigée, afin de recenser de futurs partenaires pour le Centre. Ces travaux ont débuté le 21 septembre et se sont achevés suite à la tenue de l'événement, le 21 novembre. Ils seront partagés avec les participants et compléteront les présentations faites lors de la conférence.

5.2- Déroulement de la conférence

La majorité des dépenses furent engendrées par la tenue même de la conférence régionale du 18 au 20 octobre 2010 à Accra, Ghana. Le budget a permis de couvrir non seulement le transport et l'hébergement des représentants des huit commissions nationales invitées, mais ceux des acteurs de la société civile présents, ainsi que ceux des représentants de l'UQAM. De plus, le budget a couvert les nombreuses dépenses associées à la logistique de l'événement, tels que les frais de traduction simultanée, le transport terrestre, la distribution de documentation, les pauses santé, la location de la salle de conférence, les repas ainsi que la tenue d'un cocktail. Une indemnité a également été versée aux personnes ayant effectué des présentations.

5.3- Rédaction des rapports finaux

L'étape ultime de ce projet est la rédaction du rapport de la conférence, exigeant une compilation des différentes présentations et une transcription des débats. Ce rapport devra être par la suite rendu public et transmis à tous les participants à la conférence.

L'implication des commissions nationales dans tout projet en lien avec le MAEP fait partie de la philosophie même de ce mécanisme. Souhaitant respecter ce principe cardinal et croyant que l'implication locale est synonyme de durabilité pour tout projet, l'UQAM s'est engagée à appuyer les deux leaders de l'initiative du Centre

lorsque nécessaire. Malgré l'engagement maintes fois renouvelé du Ghana et du Bénin, l'appui de l'UQAM s'est avéré déterminant pour la réalisation et l'organisation de la conférence. L'UQAM a également grandement facilité la communication entre les deux commissions nationales organisatrices, ne serait-ce qu'en raison de notre capacité à transcender les barrières linguistiques. Certains partenaires, notamment PAC et AFRIMAP, nous ont permis d'identifier des acteurs de la société civile véritablement engagés dans le processus.

6- Extrants

6.1- Atteinte des résultats prévus dans la proposition de départ

I- Protocole d'entente entre les commissions nationales du MAEP sur le fonctionnement du Centre, ses composantes, ses activités.

Tel que mentionné précédemment, les représentants des commissions nationales présents lors de la conférence n'avaient pas l'autorité pour signer des engagements au nom de leur gouvernement respectif. La décision des participants fut d'inscrire le Centre dans l'architecture africaine de gouvernance et plus spécifiquement dans le cadre de la CEDEAO. C'est au sein de ce forum que seront menées des discussions relatives à des protocoles d'entente.

II- Création d'un cadre d'échange d'information et des bonnes pratiques en ce qui concerne la décentralisation du processus et l'implication de la société civile.

Lors d'un atelier intitulé « les Leçons apprises de la participation des Organisations de la Société Civile ouest-africaine dans le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs », tenu au Mali en juillet 2008, PAC a mis en place, sous le leadership d'ASSAFE, un réseau d'organisations de la société civile impliquées dans le MAEP. La conférence d'octobre 2010, à Accra, a permis de renforcer ce réseau et de relancer les discussions sur l'importance de décentraliser le processus MAEP et d'y impliquer ces acteurs. Un tel réseau pourra être soutenu par le Centre pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest. Le communiqué final de la conférence mentionne cet objectif.

III- Création d'un réseau de partenaires pour le Centre qui sera effectif suite à la conférence.

Les différents partenaires stratégiques du MAEP (PNUD-CEA-BAD) ont non seulement participé à cet événement, mais ont réaffirmé leur appui pour la création du Centre. Cette dimension est d'autant plus importante que les promoteurs veulent

que le Centre s'inscrive dans l'architecture africaine de gouvernance de l'Union africaine.

Cette conférence fut également le théâtre d'échanges entre des commissions nationales et des institutions de recherche africaines qui travaillent sur le MAEP (AFRIMAP, SAIIA), ce qui pose les jalons d'une éventuelle collaboration entre ces partenaires. La présence d'un représentant du Secrétariat international du MAEP a permis d'entrevoir une dynamique régionale qui ne soit pas en compétition avec le travail mené par le Secrétariat. Finalement, l'arrimage entre le Centre et la CEDEAO permettrait de renforcer le volet gouvernance de cette dernière.

IV- Meilleure compréhension du projet du Centre pour l'avancement du MAEP par les commissions nationales du MAEP et les partenaires internationaux favorisant un éventuel financement.

La présentation du professeur Asante, membre du NAPRM-GC du Ghana, a retracé l'historique de l'initiative du Centre pour l'avancement du MAEP et en a énuméré les objectifs (voir ANNEXE 4). De plus, celui-ci a décrit la valeur ajoutée d'une telle institution. À la suite de cette présentation, les participants ont reçu le document conceptuel préparé par les Ghanéens, les Béninois et les représentants de l'UQAM, afin de bien percevoir les tenants et les aboutissants de ce projet (ANNEXE 5). Les participants ont été invités à apporter leurs commentaires et suggestions.

La rédaction d'un communiqué final de la conférence a permis de cristalliser les résultats de la conférence et de baliser les étapes à venir, permettant aux partenaires internationaux de se faire une idée sur leur rôle futur.

V- Renforcement des liens entre les organisations de la société civile invitées et les commissions nationales du MAEP.

Différentes occasions ont favorisé les discussions entre les acteurs de la société civile et les délégations des commissions nationales du MAEP. Non seulement ce contexte a pu encourager la collaboration au niveau national entre ces acteurs, mais il a permis le réseautage entre pays.

Il est bon de noter que le communiqué publié à l'issue de la conférence réfère directement à l'importance de la participation des acteurs de la société civile au processus du MAEP.

VI- Rédaction, édition et publication de présentations de qualité portant sur les thématiques de la conférence

Les actes de la conférence renferment l'ensemble des présentations offertes lors de la conférence, ainsi que les débats qui ont suivi chacune d'elle. Ils sont publiés en français et en anglais sur un site Internet hébergé par l'Université du Québec à Montréal à l'adresse <http://www.fspd.uqam.ca/actualites-facultaires/222-implication-uqamienne-au-ghana.html>.

6.2- Atteinte envisageable des actions subséquentes immédiates :

- I- Rédaction d'une proposition sur le Centre pour l'avancement du MAEP à soumettre aux partenaires internationaux pour le financement du projet.

Une proposition à l'attention des partenaires internationaux pour le financement du CRAMAO devrait être rédigée par le NAPRM-GC au Ghana et la Commission nationale du MAEP au Bénin. Ce document prendra en compte les discussions lors de la conférence et sera ensuite partagé avec les commissions nationales représentées lors de la conférence, avant d'être envoyé aux partenaires ciblés dans le communiqué final.

- II- Partage d'information sur la mise en œuvre du MAEP dans les différents pays et sur les meilleures pratiques via un site virtuel (Internet) et

- III- Poursuite des recherches sur les différents niveaux de mise en œuvre du MAEP en Afrique de l'Ouest

La création d'un site Internet pour favoriser les échanges entre les futurs membres du CRAMAO est toujours envisagée. De même les recherches se poursuivront sur la mise en œuvre du MAEP, notamment dans les pays ciblés comme futurs membres du Centre. Ces documents de recherche pourront éventuellement être disponibles via le site Internet.

- IV- Création d'une plateforme d'acteurs de la société civile

Tel que mentionné précédemment, la conférence a permis de renforcer le travail déjà entrepris pour la mise en place d'une plateforme d'acteurs de la société civile travaillant sur le MAEP. Cette plateforme pourra éventuellement s'insérer dans les structures du CRAMAO.

- V- Mise en place graduelle de la structure du Centre, nomination du Conseil d'administration, de la Commission de la recherche et du Secrétariat.

Une seconde rencontre, cette fois-ci plus restreinte, pourrait s'avérer nécessaire pour concrétiser la structure du Centre. Seuls les membres des commissions nationales souhaitant être membres du Centre pourraient prendre part à une telle rencontre. Tel que discuté lors de la conférence, il est aussi envisagé de laisser à la discrétion du futur conseil d'administration élu le soin de finaliser cette structure.

Toutes ces actions subséquentes devront être défrayées par des partenaires internationaux qui se sont dit intéressés par l'initiative et qui, pour certains, ont pris

part à la conférence. Des discussions sont actuellement en cours auprès du PNUD et de la CEDEAO pour que ces actions puissent débiter le plus rapidement possible suite à la conférence. Les discussions ont également été reprises auprès de l'ACDI, notamment lors d'une rencontre au Haut Commissariat du Canada à Accra, le 21 octobre 2010. Rappelons que la stratégie adoptée et détaillée dans le communiqué final prévoit tout d'abord un financement de la part des États et des instances régionales ouest-africaines, plus particulièrement de la CEDEAO.

6.3- Liste des extraits du projet

Recherche:

- conférence régionale
- rapport final de la conférence (ensemble des présentations et des discussions)
- Liste des principaux enjeux soulevés lors de la conférence régionale (voir ANNEXE 8)
- articles de journaux locaux (annonce de la conférence, cérémonie d'ouverture, déroulement de la conférence, cérémonie de fermeture et communiqué final) (voir ANNEXE 9)
- articles sur le site Internet d'AFRIMAP : <http://www.afrimap.org/newsarchive.php?new=1>
- articles sur le site Internet du NAPRM-GC : www.naprm-gc.org
- rapports de recherche sur la mise en œuvre du MAEP dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest publiés à l'adresse <http://www.fspd.uqam.ca/actualites-facultaires/222-implication-uqamienne-au-ghana.html>
- rapport de recherche sur l'implication de la communauté internationale envers le MAEP publié à l'adresse <http://www.fspd.uqam.ca/actualites-facultaires/222-implication-uqamienne-au-ghana.html>
- document conceptuel du CRAMA0 tenant compte des discussions lors de la conférence
- jalons posés pour l'établissement d'un réseau de recherche d'acteurs diversifiés impliqués dans le MAEP (commissions nationales, acteurs de la société civile, instituts de recherche africains, universités, partenaires internationaux)
- conférence le 17 novembre 2010 à l'UQAM pour diffuser les résultats du projet auprès des professeurs et étudiants.

Capacités:

- Renforcement des capacités et des connaissances sur le MAEP de toutes les personnes qui ont participé à la conférence régionale (organisations de la société civile, commissions nationales MAEP, chercheurs associés à des universités ou instituts de recherche, partenaires internationaux)

- Renforcement des capacités d'étudiants de l'UQAM et d'étudiants universitaires béninois et ghanéens ayant pris part aux différents travaux de recherche préparatoires sur le MAEP
- Renforcement de capacités techniques de certains membres du Secrétariat du MAEP au Ghana ayant été appuyés directement par les représentants de l'UQAM pour la planification et l'organisation de la conférence régionale.

7- Incidences

Ce projet de conférence régionale a permis de dégager un consensus de la part des représentants des commissions nationales présentes en ce qui concerne la nécessité de mettre en place un Centre régional pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest.

Cette conférence aura sans aucun doute motivé les différents participants à prendre part à cette initiative et aura renforcé certaines collaborations auprès de partenaires stratégiques pour la mise en place de ce Centre.

Elle fut également l'occasion pour les commissions nationales présentes de démontrer leur intérêt envers une telle initiative. Il est à noter que les commissions nationales présentes se sont appropriées sans aucune hésitation le projet, ce qui laisse entrevoir des perspectives d'avenir intéressantes pour le projet. Les représentants des commissions nationales se sont non seulement proclamés décideurs du futur Centre, mais se sont également chargés de faire du lobbying auprès de leur gouvernement respectif afin que ceux-ci contribuent à l'initiative.

De plus, la conférence a permis de rappeler les meilleures pratiques de la région ouest-africaine. Il fut soulevé à maintes reprises l'importance pour les pays parties au MAEP de mettre en œuvre les plans nationaux d'actions, issus du processus d'évaluation. Cette étape cruciale est celle qui nécessite sans doute le plus de moyens et qui permettra de voir des résultats concrets.

À cet égard, le processus décentralisé au Ghana a fait ses preuves et peut sans doute influencer les réformes des politiques publiques et ainsi permettre de trouver des solutions durables aux problèmes vécus par les populations. Tel qu'expliqué précédemment, la présence de comités civils dans plus de 170 districts au Ghana accorde à tous, le droit de parole et engendre un suivi méticuleux de la mise en œuvre du plan national d'actions. De plus, les femmes représentent la moitié des membres de tous les comités civils de district. Il est à noter qu'en plus de la participation des femmes au processus du MAEP, la participation des personnes handicapées a également été abordée à plusieurs reprises lors de la conférence.

La conférence régionale a donc déjà encouragé l'échange d'expériences entre commissions nationales du MAEP en Afrique de l'Ouest. Ce partage pourra être

repris par le CRAMAQ. Cette conférence aura aussi permis de soulever les meilleures pratiques en ce qui concerne la participation des acteurs de la société civile, des parlementaires et des commissions nationales de planification du développement dans le processus MAEP. L'arrimage des politiques publiques, notamment les Stratégies de réduction de la pauvreté, et du plan national d'actions issu du MAEP, est essentiel pour que ce dernier soit effectivement mis en œuvre. Ceci fut encouragé lors de présentation sur le sujet.

Finalement, puisque des pays ont été invités à titre d'observateur, cet atelier aura également été l'occasion d'inciter d'autres États de la région ouest-africaine à adhérer au MAEP ou à mettre de l'avant le processus. La présence d'États de la région est-africaine permet également d'envisager une duplication de l'initiative de Centre d'avancement à cette région.

8- Appréciation d'ensemble et recommandations

Nous pouvons qualifier de succès cette conférence. Nous sommes convaincus qu'il s'agissait d'une activité nécessaire pour la mise en place du Centre pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest.

Certes l'appui de l'UQAM aura été d'une utilité incontestable pour la préparation de cette conférence et les représentants y auront investis beaucoup de temps. Toutefois, l'appropriation grandissante du projet par les commissions nationales MAEP est encourageante et laisse présager une stabilité et une durabilité du projet.

D'ailleurs, le fait que les différents participants aient été avant tout préoccupés par la durabilité du financement et des activités du CRAMAQ démontre le sérieux accordé à cette initiative.

À titre de recommandation, nous ne pourrions assez accentuer l'importance de mettre à la disposition des commissions nationales des ressources pour dépasser les barrières linguistiques. Il est primordial que tout document produit sur le MAEP soit traduit dans les deux principales langues (anglais et français) et que le personnel du CRAMAQ soit bilingue.

L'appui de différents instituts de recherche, que ce soit, pour la consolidation des différents documents qui seront disponibles par le biais du CRAMAQ ou pour la conduite de recherches scientifiques sera sans doute bénéfique. C'est ici que pourra se poursuivre une éventuelle collaboration avec des chercheurs canadiens.

ANNEXE 1: Discours d'ouverture de l'Honorable John Dramani Mahama

KEYNOTE ADDRESS BY HIS EXCELLENCY JOHN DRAMANI MAHAMA, VICE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF GHANA

Chairperson, Chairpersons of APRM National Councils and Commissions, Members of Parliament, Members of the Diplomatic Corps, Representatives from APRM Strategic Partners, Invited Guests, Our friends from the Media, Ladies and Gentlemen,
Let me begin by congratulating the conference organizers for a punctual start to this conference.

Nine years ago in Lusaka, Zambia, Africa began a bold march to address the challenges of governance that had plagued our continent over decades following independence. In this exercise we did not avoid core issues of bad governance and poor leadership which had been a major constraint to our development. Today, there is a growing consensus in Africa that good governance and better leadership are key elements in promoting growth and development and enabling African countries to achieve the desired prosperity that we are striving for.

Chairperson, the APRM has indeed been a bold and ambitious undertaking. It ensures that member countries adopt policies, standards and practices that lead to political stability, high economic growth, sustainable development and accelerated sub-regional and continental integration, through the sharing of experiences and enforcement of best practices.

It does not only underscore the new political will of African leaders to serve the wellbeing of their peoples, but it challenges the citizenry and other stakeholders to act responsibly. The fact that as many as thirty (30) countries, representing more than 70 percent of the continent's population, have acceded to the process is an indication of Africa's commitment to this new regime.

Chairperson, in Ghana we have endeavoured to make the APRM relevant to our development process. To this end, the APRM has been managed along three main fronts; namely Policy Formulation, Resource Allocation and Monitoring and Evaluation. Chairperson, through the country Self-Assessment and Formulation of the National Programme of Action, the citizens' role in the policy formulation process has been greatly enhanced. The National Programme of Action highlighted the strengths as well as weaknesses and deficiencies in our governance architecture. We have tried to

capture the concerns and recommendations raised in the National Programme of Action in all our policy formulations.

Considering that the expressed needs and aspirations of our people are captured in our Development Frameworks, this has a direct bearing on our allocations of resources to the priority areas most desired by our people. Increasingly, government has allocated more resources to interventions aimed at reducing and eliminating poverty. It is therefore not surprising that as a nation we are on target to meet the Millennium Development Goal target of reducing poverty by half.

Chairperson, accountability is the lifeblood of democratic governance. But there cannot be accountability if there is a deliberate exclusion of our people from the governance process. As a country we have made a conscious effort through the APRM to involve citizens in the monitoring and evaluation of the implementation of the National Programme of Action. The introduction of the District APRM Oversight Committees provides yet another avenue for civil society perspectives to be captured. Validated reports from the conduct of the District Governance Assessments by civil society are debated at the District Assemblies. Today, we find civil society providing empirical data for local authorities to address governance and service delivery challenges.

Chairperson, as a people, Africans have a lot to learn from one another. Regional integration has been the vision of African leaders since the early years of independence. The reality of African integration cannot be realized if we do not address the issues of governance and leadership. Today, the APRM affords us the unique opportunity to move this vision a step further.

Chairperson, this conference could not have come at a better time. As a country we are fully committed to this initiative which seeks to coordinate the production, dissemination and sharing of knowledge and information on the APRM as well as to decentralize the APRM implementation process to enhance effective governance in local authorities.

Chairperson, I must caution, however, that we must not dissipate our energies and resources in the creation of parallel institutions. It is in this regard that I am particularly glad that the Economic Community of West African States, ECOWAS, is championing this knowledge-based initiative.

Let me once again welcome you all to Ghana and wish you fruitful deliberations and we will all be looking forward to the final conclusions of the conference.

Once again I say 'AKWAABA'; 'Akwaaba' means welcome.

ANNEXE 2 : Discours de fermeture de l’Ambassadeur Chris Kpodo

SPEECH BY HON CHRIS KPODO, DEP MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS

Distinguished brothers and sisters, and friends, we are all gathered here with a clear agenda – to have an open discussion on how to promote good governance within the West African sub-region using the African Peer Review Mechanism (APRM) as a catalyst.

In the last two days, days that I consider very productive, and part of today, you have gone through and listened to stakeholders telling you about the state of play, and the opportunities and the obstacles to overcome in pursuing your goals. I am here this afternoon to acknowledge your shared commitment and your collective determination to reaffirm your vision, your foresight, and sense of direction towards the realization of our common goals. I am here also, to express on behalf of the government and people of Ghana, and my own name, our sincere thanks to you all for the high level of deliberations and the invaluable recommendations which you have emerged from this important conference.

The fact that we have spent three days in Accra talking about how to promote good governance in Africa is encouraging for the continent. It is a major contribution towards the march to Africa’s renaissance. I have just been informed that in your deliberations you have appreciated exciting and innovative approaches being undertaken in some countries to implement the APRM. You have also shared opportunities as well as interlocking challenges confronting the implementation of the APRM. I am in no doubt at all, that the energy, enthusiasm, determination and knowledge that you all demonstrated in these days will surely enable us to effectively overcome these challenges.

Distinguished Ladies and Gentlemen, the APRM offers us a unique opportunity to reshape the fortunes of Africa in terms of good governance. In Ghana, it has opened up the opportunity to look at ourselves in the mirror. In so doing, we have acknowledged our strengths as well as our shortfalls. As a country, therefore, we have sought to address some of these shortfalls by ratifying some of the outstanding quotes and standings identified in the National Programme of Action.

These, if I may recall, include the amendment of the Constitutive Act of the African Union, The AU Convention of Preventing and Combating Corruption and the AU Non-aggression and Common Defense Pact. We have also abolished the Ministry of Parliamentary Affairs which tended to blur the line between the Executive and the Legislature. As a Pan African conscious country, Ghana has happily shared her lessons and experiences with a number of

our sister African countries, particularly in such areas as the establishment of constitutional bodies such as the National Commission on Civic Education (NCCE), an independent electoral commission to the formation of an interparty advisory group. We have also opened our doors to enable us learn from the experiences of other countries.

Distinguished Chairperson, global trends point to the need to forge closer integration among countries and regions. Since independence, African countries have made tremendous efforts at integration. The Lagos Plan of Action in 1980 and the signing of the Abuja Treaty in 1991 all demonstrate our common desire and our shared commitment to succeed. The objectives of this conference move us one step closer to achieving this desire of good governance. That we need a sub-regional chairing house to coordinate the production, dissemination, and sharing of knowledge and information on the APRM is an initiative whose time has come. We welcome the fact that the initiative will help sub-regional countries that have acceded to the APRM to prudently utilize resources by avoiding the reinvention of new wheels in the implementation of the mechanism. I believe that your message on the important role that regional economic communities should play to reshape the governance landscape has come across loud and clear.

Given your fruitful discussions, information sharing and networking demonstrated in the last two days, I am more than convinced that this conference has been very productive and successful. It indeed brings us hope for a brighter future. As a Ministry certainly placed in the African integration process, we are in full support of this initiative, and as was intimated some few days ago to the chairman of the Governing Council, we will do all within our power and resources to see to the realization of this project.

Finally, distinguished Chairperson, I am fully aware that your deliberations have made it clear and convincing the national and sub-regional institutions especially the regional economic communities should play a leadership role in promoting the APRM. You have challenged all of us to be more innovative in our approaches to entrenching good governance in the sub-region and we undertake to do just that. It is in accepting this challenge that I wish to reaffirm the support of the Government of Ghana to all your efforts, especially to the Centre that you are working on. Let me, distinguished brothers and sisters and friends, end by thanking you all for work well done.

We hope in spite of the hard work you've done, you found some time to enjoy a bit of Ghanaian hospitality. As you prepare to return to your respective countries, we wish you Godspeed, guidance and protection. We anxiously look forward to working together again on this important project. I thank you for your attention.

ANNEXE 3 : Liste des participants à la conférence

ATTENDANCE SHEET

**APRM SUB-REGIONAL CONFERENCE ON WACAA/CONFÉRENCE SOUS-REGIONAL MAEP
ALISA HOTEL, OCTOBER 18-20, 2010.**

No.	NAME/NOM	COUNTRY/ NATION	ORGANIZATION	TEL/E-mail
1	Apetorgbor A. Albert	Ghana	NCCE	0246797678
2	Henry H. Cofie	Ghana	APRM GOC Dangbe East	0243580829
3	Joana Ba-Taa-Banda	Ghana	MOFEP	0302660672
4	Cynthia Gockel	Ghana	MOFEP	0302660672
5	NKS Anderson	Ghana	Awutu Senya District Assembly	0244162992
6	P.K. Acquah	Ghana	NCCE	0201879746
7	Joyce Afutu	Ghana	NCCE Gt. Accra	0243204887
8	Dora Hammond	Ghana	NCCE Ashaiman	0208611631
9	Michael K. Bansah	Ghana	Ghana Prisons Serv.	0302777965
10	Jemima Ritch-Adjei	Ghana	IAS, UG, Legon	0302513390 0302513391

ATTENDANCE SHEET

**APRM SUB-REGIONAL CONFERENCE ON WACAA/CONFERENCE SOUS-
REGIONAL MAEP
ALISA HOTEL, OCTOBER 18-20, 2010.**

No.	NAME/NOM	COUNTRY/ NATION	ORGANIZATION	TEL/Email
11	Owusu Kenneth	Ghana	NAPC	0208222311
12	Ernest K.V.Antonio	Ghana	Ga East APRM	0275574609
13	Dr. Grace Ongile	Kenya	APRM Kenya	info@nepadkenya.org, gongile@nepadkenya.org
14	Ms. Loko Beatrice	Kenya	APRM Kenya	loko@nepadkenya.org
15	Hamis Ussif	Ghana	Corp. Souisse, Gh.	Hamis.ussif@eda.admin.gh
16	Hamza Bukari	Ghana	GTZ-SFDR	Hamza.bukari@gtz.
17	M. Asu-Poku	Ghana	ISODEC	madupee@yahoo.com
18	Z. Laken	South Africa	UNDP	Zemenay.lakear@undp.org
19	Emmanuel			
20	Sekou Traore	Mali	ASSAFE	0022366873313 tallayerekou@yahoo.fa

ATTENDANCE SHEET

**APRM SUB-REGIONAL CONFERENCE ON WACAA/CONFERENCE SOUS-REGIONAL MAEP
ALISA HOTEL, OCTOBER 18-20, 2010.**

No.	NAME/NOM	COUNTRY/ NATION	ORGANIZATION	TEL/E-mail
21	Efua Amissah-Affum	Ghana	African Devt. Bank	
22	Winifred Kudolo	Ghana	Goodwill Aid	winkudolo@yahoo.com
23	Diana Boakye	Ghana	NADMO	Diana.boakye@rocketmail.com
24	Esenam Agiadorme	Ghana	WILDAF	esenamabra@yahoo.com
25	Emmanuel Edudzie	Ghana	YES	edudzie@yesghana.org
26	Ben Tetteh	Ghana	NCCE	niiokpe@yahoo.com
27	Daniel Amanku Sackey	Ghana	APRM Ga West	Secretary
28	Nii Okuley Nyreh	Ghana	APRM Ga West	Chairman
29	Augustina Bosrotsi	Ghana	NCCE New Juaben	0244880114
30	Rev. Anna Ameyibor	Ghana	APRM New Juaben	0243208683

ATTENDANCE SHEET

APRM SUB-REGIONAL CONFERENCE ON WACAA/CONFÉRENCE SOUS-REGIONAL MAEP ALISA HOTEL, OCTOBER 18-20, 2010.

No	NAME/NOM	COUNTRY/NATION	ORGANIZATION	TEL/E-mail
31	Ousmane Deme	Canada	Partnership Africa Canada	16132376768
32	Hon. Dandeson N. Hart	Nigeria	APRM Nigeria	+23408084927630
33	Robert Collins Annam	Ghana	APRM Effutu	0265600411
34	Victor Kwabena Nimo	Ghana	The Easts Inf	0208439349
35	Fanny Kumah	Ghana	NCCE Headquarters	0243540093
36	Bity Bawa Tanguy	Cote d'Ivoire	NIA - CI	25502557150
37	ACP F. E. Doku	Ghana	Ghana Police	0302775019
38	Vibeke Mortensen	Denmark	Danish Embassy, Accra	0244331424
39	Bokar Thiam	Guinea	Ministere Finance	00224555750
40	Patricil Agboma	African	African Devt Bank	0302662818

ATTENDANCE SHEET

APRM SUB-REGIONAL CONFERENCE ON WACAA/CONFERENCE SOUS-REGIONAL MAEP ALISA HOTEL, OCTOBER 18-20, 2010.

No	NAME/NOM	COUNTR/NAT ION	ORGANIZATION	TEL/E-mail
41	Schanze	Germany	German Embassy	0244326366
42	Kabrac Blay Amhs	Ghana	NMC	
43	Kojo Busia	Ethiopia	UNECA	201-11-5448439
44	S. P. Adamu	Ghana	SEP	spadamu@yahoo.com
45	Issac Owusu-Mensah	Ghana	KAS	0244329147
46	Ernest Agyei Tuffour	Ghana	Methodist Devt Fund	0244729050
47	T. Peylane	South Africa	SA Institute of Int. Affairs	Tsoeu.pettani@wik.ac.zz
48	Julie Furuta-Tay	US	US Embassy	
49	Cheryl Gopaul	Canada	CIDA	0248367459
50	Cephas K. Agboada	Ghana	NCCE	0540736321

ATTENDANCE SHEET

**APRM SUB-REGIONAL CONFERENCE ON WACAA/CONFERENCE SOUS-REGIONAL MAEP
ALISA HOTEL, OCTOBER 18-20, 2010.**

No	NAME/NOM	COUNTRY/ NATION	ORGANIZATION	TEL/E-mail
51	Nana Sanou	Mali	CNG/Mali	nanaksanou@yahoo.fr
52	Kone Daouda	Mali	CNG/Mali	Dkone_cngmaep@orangemali.heh
53	Ralf Wittek	West Africa	H.S.F	wittek@hss.de
54	Samuel Dayi	Ghana	H.S.F	samuel.dayi@gmail.com
55	Mex Gboyega	Nigeria	APRM-Nigeria	alexgboyega@gmail.com
56	Eric Opoku	Ghana	UNDPM, Ghana	eric.opoku@undp.org
57	Silvia Angel Ufoyuru	Uganda	APRM/NPAL	sangey@npa.ug
58	Solome Nakaweesi Kimbuge	Uganda	APRM/Uganda	snkimbugwe@gmail.com
59	Jeggan Gary-Johnson	South Africa	AfriMAP	jeggongj@osisa.org
60	Lavina Banduah	Sierra Leone	APRM/Sierra Leone	authen72@yahoo.co.uk

ATTENDANCE SHEET

APRM SUB-REGIONAL CONFERENCE ON WACAA/CONFERENCE SOUS- REGIONAL MAEP ALISA HOTEL, OCTOBER 18-20, 2010.

No	NAME/NOM	COUNTRY/ NATION	ORGANIZATION	TEL/E-mail
61	Usman Sunmonu Musa	Nigeria	APRM, Nigeria Secretariat	osusmane@yahoo.com
62	Mateng S. Matina	Mozambique	APRM Mozambique	msmatine@yahoo.com
63	Hou Seontime	Benin	APRM Benin	djimaleo@yahoo.com
64	Oyoebvie Evangelina	Guinea Equatorial	Pan African Parliament	00240222250804
65	Hon Isaac Steven Mabkeyda	PAP Botswana	Pan African Parliament	ismabiletse@yahoo.com 00267-72767149
66	Batoko Ousmane	Benin	NC APRM	ousbak@infner.org
67	Nicholas de-Heer	Ghana	Freelance Reporter	nicholas.delieer@yahoo.com
68	Towrac Nana Out	Ghana	OTUS DC	otutorak@yahoo.co.uk
69	DSP Bismark Agyapong	Ghana	DOVVSU, Accra	bisakil@yahoo.com
70	Namadou M. Seck	Senegal	Ministry of NEPAD	mamadoumostayhe@gmail.com

ATTENDANCE SHEET

APRM SUB-REGIONAL CONFERENCE ON WACAA/CONFÉRENCE SOUS-REGIONAL MAEP ALISA HOTEL, OCTOBER 18-20, 2010.

No	NAME/NOM	COUNTRY/ NATION	ORGANIZATION	TEL/E-mail
71	Cote Rene	Canada	UQAM	cote.rene@uqam.ca
72	D'Aoust Sophie	Canada	UQAM	soph.11@hotmail.com
73	Agba Kondi	Togo	MAEP-TOGO	agba.chances@yahoo.fr
74	Hemou Takossi	Togo	MAEP-TOGO	cashewu@yahoo.fr
75	Marcus SG Dahn	Liberia	MPEA	
76	Loveste A, Buhun	Liberia	Green Advocates	lovesta.brehun@elao.co
77	Dominc N. Tarpeh	Liberia	Governance Commission	tarpeldn@yahoo.com
78	Ayeva-Traore Awinats	Togo	INADSS Togo	ayetau@yahoo.fr
79	Clement Donkor	Ghana	NCCE	0244817223
80	Ahmed A. Sannoh	Sierra Leone	APRM-NGC(SL)	aasannoh@yahoo.com

ATTENDANCE SHEET

APRM SUB-REGIONAL CONFERENCE ON WACAA/CONFÉRENCE SOUS-REGIONAL MAEP ALISA HOTEL, OCTOBER 18-20, 2010.

No	NAME/NOM	COUNTRY/ NATION	ORGANIZATION	EL/E-mail
81	Cisse Losseni	Burkina Faso	APRM/Burkina	cisselossen@gmail.com
82	Oweohanga Awa	Burkina Faso	APRM/Burkina	milzaouedraogo@yahoo.fr
83	Mafeus S. Native	Mozambique	APRM-Mozambique	mssmatine@yahoo.com
84	Assah Gurtare	Benin	APRM-Benin	assahgustave@yahoo.fr
85	Akpo Pasteur E. J.	Benin	APRM-Benin	akpopasteurs@yahoo.fr
86	Ahouanka Elienne	Benin	APRM-Benin	bidospere@yahoo.fr
87	Akplogan Zacharie Richard	Benin	APRM-Benin	zrakplogan@yahoo.fr
88	Dalmac Jama	APRM Secretariat	APRM Secretariat	dalmarj@nepad.org
89	Dorothee Dinkelake	Germany	QTA Germany	dorothee.clinkelake@gmail.com
90	Kofi Gyan	Ghana	NAPRM-GC	kgyan2004@yahoo.co.uk

**ANNEXE 4 : Présentation du CRAMA0 par le professeur Asante, membre du
NAPRM-GC**

**Building a regional knowledge-
based organization in
West Africa**

for promotion of good governance and
democracy within the framework of the
African Peer Review Mechanism

**STRUCTURE OF THE
PRESENTATION**

- The background to the idea of establishing a centre for the advancement of the APRM in West Africa
- Institutionalization of Ghana's collaboration with Benin and other ECOWAS participating countries
- The goal and objectives of the WACAA initiative
- Uniqueness of a shared regional knowledge based organization within the framework of APRM
- The added value to be derived from a sub-regional knowledge-based scheme
- General remarks

Background to WACAA

- By 2006, Ghana had become a pioneer in the APRM
- Ghana had shown demonstrable political commitment
- Ghana pioneered the idea of mapping APRM NPoA unto national development plans such as GPRS and MDG
- Ghana also pioneered the idea of decentralizing the APRM process and inaugurated DOCs
- Ghana has been sharing APRM experiences with Benin and other participating countries of ECOWAS

Institutionalizing Ghana's collaboration with ECOWAS participating countries

- **2007:** Contact with Professor Alain Grandbois and UQAM
- **March 2008:** Professor Grandbois's 3 week mission to Ghana and Benin
- **June 2008 :** APRM Conference at UQAM
- **March-April 2009:** Professor Grandbois's second mission to Ghana to discuss the establishment of an APRM sub-regional organization
 - Holding of a roundtable conference
 - Conference renamed project as the WACAA

An overview of the goal and objectives of WACAA

- **The main goal of WACAA:** to promote good governance and democracy in the West African sub-region and to promote and enhance the APRM implementation process in the West African countries through the management of a shared regional knowledge based organization.

WACAA's specific objectives

- Establishment and management a shared regional knowledge-based organization that would coordinate the production, dissemination and sharing of knowledge and information on the APRM in West Africa;
- Promotion of civil society participation, popular ownership and bottom-up development strategy through civic education;
- Promotion, sensitization, awareness creation and public education, using communication and information strategies including the media;

WACAA's specific objectives

- Decentralization of the APRM implementation process to enable it to engage civil society participants at the district and rural levels to foster ownership and decentralized management;
- Mobilization of national and international expertise to undertake joint participatory action- research and to interrogate and create new knowledge to improve the efficiency in the implementation of the APRM;
- Sharing lessons learned and best practices to increase collaboration as well as strengthening capacities;
- Fostering standards, policies and programmes that promote intra-country and inter-country dialogue through the APRM to promote regional cooperation and integration.

Uniqueness of WACAA

- WACAA brings together experiences of countries, such as Ghana, that are pioneers and are in the post-assessment phase, and countries that are in the process of initiating their implementation process
- WACAA brings together the Anglophone and Francophone (and possibly the Lusophone) countries

Uniqueness of WACAA

- WACAA seeks to promote sharing of experiences and practices in the West African sub-region. The programme design recognizes that creating a shared knowledge based organization offers opportunity which would be lost if countries were to implement the APRM individually.
- While the APRM Secretariat in South Africa and ECOWAS impose common standards, policies and programmes, WACAA recognizes the different levels of development of different countries and therefore their operations would be informed by these differences.

Added value to be derived from WACAA

- It is cost effective to generate and disseminate knowledge information about APRM, as it eliminates the re-invention of the wheel
- WACAA would have the potential for managing constraints and problems of capacity
- WACAA would have potential for mobilizing across countries and making it available to all partners
- WACAA would facilitate the building of common and shared standards, benchmarks and policies

Added value to be derived from WACAA

- WACAA can facilitate the coordination of efforts and promotion of efficiency as well as grounds for developing a common framework for interrogating non-performance, non-conformity and practices that might undermine the credibility and integrity of APRM
- WACAA, as a regional approach to the APRM implementation process, would enhance the ECOWAS integration process

CRITICAL ISSUES FOR DISCUSSION

- WACAA Structures
- Management
- Funding
- Relations with:
 - ECOWAS
 - AU; African Governance Architecture
 - UNECA
 - AfDB
 - UNDP
 - Development partners

LE CENTRE RÉGIONAL POUR L'AVANCEMENT DU MAEP EN AFRIQUE DE L'OUEST (CRAMA0)

DOCUMENT CONCEPTUEL

Introduction

1. Le but principal de ce document conceptuel est de favoriser le processus d'échange d'idées afin de permettre la création d'un texte conceptuel exhaustif sur la création d'une plateforme régionale de partage, le CRAMA0. Ce document résume un certain nombre d'initiatives en matière de gouvernance en Afrique et démontre l'utilité d'un tel centre dans l'application de ces dites initiatives.
2. La ligne directrice de ce document est la nécessité de promouvoir les principes centraux de l'appropriation et du leadership par les pays africains dans l'élaboration conceptuelle et l'opérationnalisation de la plateforme de partage.

L'Architecture Africaine de Gouvernance(AGA)

3. L'Architecture Africaine de Gouvernance constitue le fondement pour la promotion de la gouvernance démocratique respectant et mettant de l'avant les droits humains ainsi que les libertés fondamentales; renforçant l'efficacité, la réactivité et la transparence d'institutions démocratiques des États membres comme non membres.
4. L'AGA appuiera la responsabilité première des États-Membres en matière de gouvernance en permettant une plus grande coordination des questions de gouvernance au niveau régional et continental. L'AGA entend atteindre cet objectif grâce à :
 - la réalisation, le renforcement et la promotion d'une plus grande coopération entre les organes de l'UA/institutions et autres parties prenantes;
 - la création d'un mécanisme de coordination des efforts régionaux et continentaux d'intégration et d'application de l'Agenda Africain de Gouvernance;

- le développement des compétences des organes de l'UA et autres institutions dans la promotion, l'évaluation et le pilotage des tendances de gouvernance;
5. le Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs et la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance sont les deux cas les plus prometteurs en ce qui concerne les réformes de gouvernance et de mise en place de la démocratie grâce à un leadership proprement africain.

Le Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (MAEP)

6. Le MAEP est un instrument démocratique qui a vocation à changer le sort de l'Afrique en passant d'une période de mal gouvernance à une ère de bonne gouvernance. En tant qu'outil, le MAEP incite un gouvernement à volontairement ouvrir son espace politique à la société civile afin que celle-ci évalue et plaide pour des alternatives de politique publique dans le but de combler les fossés et réduire les écarts dans la gouvernance. Trente (30) États africains ont adhéré au MAEP depuis sa création en 2003, dont 9 pays ouest africains.
7. Le MAEP compte des succès qui méritent d'être mentionnés :
- À l'heure actuelle les membres sont de l'ordre de 30 pays africains, soit plus de 75 % de la population du continent, ayant adhéré volontairement à l'évaluation par les pairs;
 - Le rapport national d'évaluation permet grâce aux évaluations internes d'avoir un portrait général et véritable de la gouvernance des pays. Les bonnes pratiques sont félicitées alors que les faiblesses bénéficient de commentaires constructifs;
 - Le MAEP a permis de lancer des réformes importantes dans les pays ayant été évalués;
 - La MAEP est entrain d'ouvrir un espace politique favorable aux discours sur la gouvernance, et ce, sur tout le continent.

LE CENTRE RÉGIONAL POUR L'AVANCEMENT DU MAEP EN AFRIQUE DE L'OUEST (CRAMA)

8. Le *National African Peer Review Mechanism Governing Council* du Ghana, la Commission Nationale MAEP du Bénin et l'Université du Québec à Montréal plaident pour la création d'un Centre régional pour l'avancement du MAEP

en Afrique de l'Ouest, et cela, comme partie intégrante des efforts pour la réalisation des objectifs de l'AGA ainsi que du renforcement des bénéfices obtenus par le MAEP.

9. Le Centre régional pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest (CRAMAQ) vise à améliorer la bonne gouvernance et la démocratie dans la région ouest africaine par la mise en place d'une plateforme régionale de partage de savoir. La plus value du CRAMAQ provient d'un certain nombre de caractéristiques uniques :

- il se basera sur les expériences pratiques des pays participants qui sont au pris avec différents niveaux de mise en œuvre du MAEP et d'implication des communautés à la base;
- il permettra de surmonter les barrières linguistiques qui ont jusqu'à présent créer des obstacles au processus d'intégration ouest africain;
- il encouragera la confrontation de problèmes communs et la mise en place de solutions communes pour l'Afrique de l'Ouest grâce au partage des expériences et des pratiques;
- il permettra d'éviter que les nouveaux pays qui accèdent au MAEP aient à réinventer le processus de mise en œuvre du MAEP.

10. Le CRAMAQ est à la fois un processus et une structure:

11. En tant que processus, le CRAMAQ tente de promouvoir et d'encourager la participation de la société civile et celle des communautés à la base dans la mise en œuvre du MAEP en Afrique de l'Ouest. Plus spécifiquement, il vise la création d'une organisation régionale de partage de savoir pour la promotion de la bonne gouvernance en Afrique de l'Ouest dans le cadre du MAEP.

12. Plus spécifiquement, le CRAMAQ, en tant que processus, poursuivra les objectifs spécifiques suivants:

- établir et gérer une organisation de partage d'information régionale, qui coordonnerait l'échange de connaissances sur le MAEP en Afrique de l'Ouest;
- promouvoir l'appropriation de ces connaissances par les populations, un développement basé sur les communautés (bottom-up approach) et l'enseignement civique;
- décentraliser la mise en œuvre du MAEP et proposer des changements pour améliorer la bonne gouvernance des autorités locales;
- mobiliser l'expertise nationale et internationale afin d'effectuer des recherches et de trouver les bonnes méthodes pour améliorer le MAEP;

- partager les expériences apprises et surtout les meilleures pratiques parmi les pays participants;
- favoriser la collaboration, le dialogue inter-pays et la formation de réseaux autant que le renforcement de capacités;
- développer des normes, des politiques et des programmes qui feront la promotion de la coopération régionale et de l'intégration.

13. En tant que structure, cette proposition vise l'établissement d'un Secrétariat régional de coordination chargé de la mise en œuvre des activités du CRAMAQ. Situé à Accra, le Secrétariat agira en tant que structure institutionnelle pour la mise en œuvre du CRAMAQ.

14. Les activités spécifiques du Secrétariat comprendront :

- l'établissement d'une organisation régionale de partage de savoir;
- l'éducation civique;
- la décentralisation du MAEP;
- les études scientifiques et la recherche;
- la mise en réseau et le renforcement des capacités;
- la communication et diffusion d'information, incluant la formation pour les médias.
- la coopération régionale et l'intégration
- le suivi et l'évaluation
- la gestion professionnelle.

Les objectifs premiers du CRAMAQ

15. L'initiative a pour but de promouvoir la bonne gouvernance et la démocratie en Afrique de l'Ouest par la création d'une plateforme régionale de partage des connaissances, en l'espèce sous le nom de Centre régional pour l'avancement du MAEP en Afrique de l'Ouest (CRAMAQ).

16. Spécifiquement, le centre vise :

- la création et la gestion d'une organisation régionale de partage des connaissances qui a vocation à coordonner la production et la diffusion des connaissances et des informations sur le MAEP en Afrique de l'Ouest;
- la promotion de la participation de la société civile, l'appropriation par les populations, le développement basé sur les communautés (bottom-up approach) par le biais de l'enseignement civique;

- une sensibilisation, une prise de conscience et une éducation publique en utilisant les différents moyens de communication et d'information, notamment les médias;
- la décentralisation de la mise en œuvre du MAEP afin d'encourager la participation de la société civile au niveau rural et des districts favorisant l'appropriation et la gestion décentralisée.
- la mobilisation de l'expertise nationale et internationale afin d'utiliser la recherche-action comme stratégie globale pour le MAEP, dans le but de développer les compétences nationales, d'examiner et de produire des connaissances en vue d'améliorer l'efficacité et l'effectivité dans la mise en place du MAEP;
- le partage des leçons communes apprises et des meilleures pratiques pour accroître la collaboration, le dialogue inter-pays et la formation de réseaux autant que le renforcement de capacités;
- la mise en place des politiques pour favoriser le dialogue interne et entre les pays par le biais du MAEP avec comme objectif la coopération et l'intégration régionales.

Emplacement du CRAMAO

17. Le Centre devrait être basé à Accra, Ghana

Structure de gestion

18. La structure de gouvernance du CRAMAO est composée de quatre entités :

- a) Le Conseil d'administration
- b) Le Comité de gestion
- c) Le Comité scientifique
- d) Le Secrétariat exécutif

Conseil d'administration

19. La responsabilité générale du CRAMAO est accordée au Conseil d'administration. Il est formé des Présidents des différentes Commissions Nationales/Conseils MAEP.

20. Les membres du Conseil donnent les lignes directrices en matière de stratégie et de leadership.
21. Le Conseil devrait se réunir 2 fois par année afin de discuter des rapports et prendre les décisions en ce qui concerne la gestion et la mise en place des activités du CRAMAQ.
22. En plus des deux réunions prévues le Conseil peut tenir des sessions extraordinaires le cas échéant afin d'accélérer les procédures et de s'assurer de la pleine application du CRAMAQ.

Durée du mandat

23. Les membres du Conseil accomplissent leur mandat en adéquation avec la durée de leur mandat au sein des Commissions Nationales respectives.

Nomination du Président du Conseil d'administration

24. Le Conseil est dirigé par une personne élue parmi ses membres, c'est-à-dire parmi les Présidents des Commissions Nationales participantes.
25. La durée du mandat est d'un an, mais peut être renouvelé pour une durée ne devant pas dépasser une autre année.

Rémunération

26. Le Conseil recevra des honoraires pour les tâches officielles du CRAMAQ. Les honoraires seront établis par le Conseil en conformité avec les règles de l'UNECA. Les honoraires sont soumis à renouvellement.
27. Les membres du Conseil ne bénéficient par d'autres avantages en relation directe ou indirecte avec le CRAMAQ. Les membres du Conseil ne peuvent accepter dans la conduite des activités du CRAMAQ toute rémunération, avantages, faveurs ou présents de grande valeur de la part de quelconque gouvernement, organisation ou individu.

Conflit d'intérêt

28. Les membres du Conseil ne doivent pas être dans des emplois pouvant mener à un conflit d'intérêt dans l'exercice de leurs fonctions et mandats au sein du CRAMAQ. Les membres devront démissionner de telles positions si elles sont tenues lors de leur nomination avant de joindre officiellement le Conseil. Les membres faisant déjà parties du Conseil qui se retrouveront en conflit d'intérêt devront démissionner immédiatement du Conseil.
29. Les membres du Conseil ne doivent pas s'engager dans toute activité qui est incompatible avec l'exercice de la mission du CRAMAQ. Ils doivent éviter tout acte, en particulier, toute déclaration publique ou activité lucrative

personnelle qui conduirait à des conflits réels ou d'intérêts apparents, négatifs ou défavorables ayant un impact sur leur mission ou l'intégrité, l'indépendance et l'impartialité qui sont requises par le MAEP.

Gouvernance

30. Le Conseil a la responsabilité d'exercer un contrôle sur l'ensemble du processus du CRAMAQ, de manière à garantir l'indépendance, le professionnalisme et la crédibilité du processus.

Comité de Gestion

31. Il doit y avoir un Comité de gestion qui assure la supervision générale et la supervision du Secrétariat Exécutif.
32. Le Comité se compose des représentants des Commissions / Conseils nationaux qui sont représentés au sein du Conseil d'administration.
33. Le Comité devra interagir avec le Secrétariat exécutif et faire le suivi auprès des membres du Conseil d'administration.

Comité Scientifique

34. Il devra y avoir un Comité scientifique qui se penchera sur le MAEP d'une façon détachée, indépendante, objective et impartiale afin de préserver l'intégrité et l'autonomie du processus.
35. Le Comité sera composé de scientifiques et d'académiques d'universités et d'institutions de recherche en provenance des pays ayant accédé au MAEP en Afrique de l'Ouest.
36. Afin d'obtenir une perspective de la société civile, au moins DEUX représentants d'acteurs locaux reliés au processus du MAEP feront parties du Comité.
37. Les nominations des membres du Comité seront faites par les Commissions nationales/Conseils du MAEP, mais l'approbation finale sera la responsabilité du Conseil d'administration.
38. Le Comité sera responsable de mettre en place des stratégies de recherche et des méthodologies, ainsi que de réviser et améliorer les instruments utilisés dans le processus du MAEP.

Secrétariat exécutif

39. Le Conseil d'administration sera supporté par un Secrétariat exécutif dirigé par un officier exécutif en chef.

40. Le Secrétariat sera chargé de la gestion du travail quotidien, de l'administration et de la coordination des activités du CRAMAQ. Il sera aussi responsable de la mise en œuvre des politiques et directives fournies par le Conseil d'administration.

41. Le Secrétariat sera formé des personnes suivantes:

- Chargé de l'administration
- Chargé de programme (recherche, éducation, éducation civique, etc.)
- Chargé des finances
- Chargé des relations publiques/chargé de communications
- Chargé de la documentation/bibliothèque

42. La nomination des membres du Secrétariat sera faite par le Conseil d'administration.

ANNEXE 6 : Communiqué final de la conférence

COMMUNIQUE ISSUED AT THE APRM SUB-REGIONAL CONFERENCE ALISA HOTEL, ACCRA, GHANA 18TH – 20TH Oct 2010

1. Participants from several APRM-participating and other countries met in Accra, Ghana on 18th - 20 October 2010 to share the different experiences regarding the implementation of the APRM in West Africa and to deliberate on the establishment of a Regional Center for the Advancement of the APRM.
2. The Conference was declared open by the H.E. the Vice President of Ghana, Mr. John Dramani Mahama, who reaffirmed the support of the Government of Ghana to the APRM process and the Center.
3. Participants appreciated that the APRM has become established as a powerful instrument for promoting good governance. It was noted that since 2003, twenty-nine (29) African countries have acceded to the APRM and thirteen (13) countries have completed the review process. Nine (9) West African countries have acceded and five (5) have completed their review.
4. While recognizing the efforts being made by the APRM Continental Secretariat, participants felt the need for the institutionalization of mutual support among the countries and reinforcement of the APRM through the establishment of the sub-regional Center. Such a Center should be guided by the fundamental principles of the APRM, such as,
 - the African ownership and leadership;
 - the Utilization of existing African institutions;
 - the use of non-bureaucratic structure; and
 - the promotion of peer learning.
5. Participants endorsed, in principle, the idea of establishing such a Center, within the context of the emerging African Governance Architecture, and should be promoted in consultation with the

APRM Panel of Eminent Persons and the Continental APRM Secretariat, the ECOWAS Commission, and other pertinent sub-regional bodies.

6. The main objectives of the Center are to promote good governance and democracy in the West African sub-region and to promote and enhance the APRM implementation process in the West African countries through
 - Establishment and management of shared regional knowledge-based organization that would coordinate the production, dissemination and sharing of knowledge and information on the APRM in West Africa;
 - Promotion of civil society participation, popular ownership and bottom-up development strategy through civic education;
 - Promotion, sensitization, awareness creation and public education, using communication and information strategies including the media; and
 - the acceleration of the implementation of the APRM in participating countries as well as encourage non-member countries in West Africa to accede to it.
7. It was agreed that the National Governing Councils of the various countries would be the main drivers of the Center, collaborating effectively with other regional, national and in-country local stakeholders.
8. The Center should be a knowledge based organization, using research and advocacy generated by academic and research institutions to leverage the promotion of good governance in the region.
9. The Center should be founded on the basis of stable and sustainable source of funding. To ensure that the Center is owned and led by Africans, participating countries should demonstrate their commitment by contributing towards its financial sustainability. Recalling the support extended by ECOWAS towards the

establishment of a center of excellence to promote APRM values at the Regional Workshop on APRM held in Accra on 12th -14th August 2009, the participants agreed that the center should closely collaborate with ECOWAS and that ECOWAS should be a major source of funding for the Center.

10. The conference was attended by participants from countries in the sub-region – Benin, Burkina Faso, Ghana, Guinea, Ivory Coast, Liberia, Mali, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo as well as from other African countries – Uganda, Kenya, Mozambique. Representatives from Parliaments, Development Planning Commissions/Departments, research institutions, and civil society organizations, as well as, the APRM Continental Secretariat, UQAM, the three strategic partners of APRM, i.e. UNDP, UNECA and the African Development Bank participated. Partner institutions such as Afrimap, Partnership Africa-Canada (PAC), Pan-African Parliament, SAIIA, and Hanns Seidel Foundation also attended the conference.
11. The conference expressed its appreciation to the National APRM-GC, the APRM Commission of Benin and UQAM for organizing the conference, and IDRC and UNDP for sponsoring the Conference and participating in it.

Adopted in Accra on this day, Wednesday, 20th October 2010.

ANNEXE 7 : Programme final de la conférence

Le 18 Octobre 2010

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

- 8:30 – 9:00 a.m. Arrivée des participants
- 9:00 – 9:10 a.m. Mot de bienvenue du Rev. Prof. S.K. Adjepong, Président, National African Peer Review – Governing Council, Ghana
- 9:10 – 9:20 a.m. Mot de M. Ousmane Batoko, Vice-Président de la Commission Nationale du MAEP au Bénin
- 9:20 – 9:30 a.m. Mot du Prof. René Côté, Représentant de l'Université du Québec à Montréal
- 9:30 – 9:35 a.m. Remarques par Mme Ruby Sandhu Rojon, Conseillère senior, Programme régional du PNUD
- 9:35 - 9:40 a.m. Remarques par Dr Kojo Busia, Unité de soutien au MAEP, Commission économique pour l'Afrique (CEA)
- 9:40 – 9:45 a.m. Remarques par Dr Patrick Agboma, Banque Africaine de Développement
- 9:45 – 10:05 a.m. Interlude musical
- 10:05 – 10:25 a.m. Mot de Son Excellence John Dramani Mahama, Vice-Président de la République du Ghana
- 10:25 – 10:45 a.m. Photo de groupe

FIN DE LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

PROGRAMME

CONFÉRENCE SOUS-RÉGIONALE SUR LE CENTRE RÉGIONAL POUR L'AVANCEMENT DU MAEP, UN EXEMPLE POUR LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE

HOTEL ALIZA, ACCRA, GHANA

18 - 20 OCTOBRE, 2010

JOUR 1: Lundi, 18 octobre, 2010		
11h00 – 12h30	<p>THÉMATIQUE 1 : INTRODUCTION à l'ARCHITECTURE AFRICAINE de GOUVERNANCE”</p> <p>Objectif: Présenter <i>l'Architecture Africaine de Gouvernance</i> de l'Union Africaine et la place du MAEP dans cette structure.</p> <p>Session présidée par: Rev. Prof. S.K. Adjepong, Président du National APRM Governing Council, Ghana</p>	Séance plénière
11h00 – 11h20	L'évolution de l'Architecture africaine de Gouvernance (AAG) - Dr. Kojo Busia , UNECA	
11h20 – 11h40	Le rôle des commissions économiques régionales dans la structure de gouvernance – Mr. Eyeson Ookurududu , Commission CEDEAO	
11h40 – 12h00	La mise en œuvre du MAEP, son évaluation et sa relation avec les autres processus et initiatives – Mr. Dalmar Jama , APR Secrétariat	
12h00 – 12h30	Discussions	
12h30 – 14h00	Pause déjeuner	
14h00 – 17h00	<p>THÉMATIQUE 2 : LA MISE EN ŒUVRE DU MAEP DANS 5 PAYS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST</p> <p>Objectif: Présenter différents cas de mise en œuvre du MAEP en Afrique de l'Ouest</p> <p>Session présidée par: Monsieur Ousmane Bakoto, Vice-Président, Commission Nationale, Bénin</p>	Séance plénière
14h00 – 14h20	Mise en œuvre du MAEP au Bénin– Mme. Konou Idohou Leontine	
14h20 – 14h40	Mise en œuvre du MAEP au Burkina Faso– M. Losseni Cisse	
14h40 – 15h00	Mise en œuvre du MAEP au Ghana– Mr. Sam Cudjoe	
15h00 – 15h20	Pause santé	
15h20 – 15h40	Mise en œuvre du MAEP au Mali– M. Bani Toure	
15h40 – 16h00	Mise en œuvre du MAEP au Nigéria– Prof Alex Gboyega	
16h00 – 17h00	Discussions	
18h00 – 20h00	Cocktail	

Jour 2: Mardi, 19 Octobre, 2010		
9h00 – 10h30	<p>THÉMATIQUE 3: L'IMPLICATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE MAEP</p> <p>Objectif: Présenter le rôle des acteurs de la société civile dans le processus du MAEP</p> <p>Session présidée par : M. Losseni Cisse, MAEP, Burkina Faso</p>	Séance plénière
9h00 – 9h20	Présentation de l'Institut de Gouvernance Démocratique (IDEG Ghana) – Dr. Emmanuel Akwetey	
9h20 – 9h40	Présentation de Social Watch, Benin – Prof. Assah Gustave	
9h40 – 10h00	Présentation de Partenariat Africa-Canada– M. Ousmane Deme	
10h00 – 10h30	Discussions	
10h30 – 10h50	Pause santé	
10h50 – 12h20	<p>THÉMATIQUE 4: LES RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES PARLEMENTAIRES DANS LE MAEP</p> <p>Objectif: Discuter des rôles et responsabilités des parlementaires dans les pays ayant adhéré au MAEP.</p> <p>Session présidée par : M. Losseni Cisse, MAEP, Burkina Faso</p>	Séance plénière
10h50 – 11h10	Présentation du Parlement Pan Africain– Hon. Mabiletsa Isaac Stephen	
11h10 – 11h30	Présentation du Parlement du Ghana– Hon. Alhaji Muntaka Mubarak Mohammed	
11h30 – 12h00	Discussions	
12h00 - 13h40	Pause déjeuner	
13h40 – 15h10	<p>THÉMATIQUE 5: LE RÔLE DES INSTITUTIONS DE RECHERCHE, EXPERTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX DU PROCESSUS DU MAEP</p> <p>Objectif: Discuter du rôle que peuvent jouer les institutions de recherche et les experts pour la promotion du MAEP</p> <p>Session présidée par: Prof. Alex Gboyega, Commission MAEP Nigeria</p>	Séance plénière

13h40 – 14h00	Présentation du South African Institute of International Affairs – Mr. Tsoeu Petlane	
14h00 – 14h20	Présentation de la Commission Économique de l’Afrique – Dr. Kojo Busia	
14h20 – 14h50	Discussions	
14h50 – 15h10	Pause santé	
15h10 – 16h30	THÉMATIQUE 6 : LE RÔLE DES COMMISSIONS NATIONALES DE PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT DANS LE MAEP Objectif: Discuter du rôle des Commissions de planification/Ministères et autres institutions publiques dans la mise en œuvre du MAEP. Session présidée par : Prof. Alex Agboyega,, Commission MAEP Nigeria	Séance plénière
15h10 – 15h30	Présentation de la Commission nationale de planification du développement, Ghana – M. Kenneth Owusu	
15h30 – 15h50	Présentation de l’Autorité nationale de planification de l’Ouganda – Ms. Silvia Angey Ufoyuru	
15h50 – 16h20	Discussions	
16h20 – 17h30	THÉMATIQUE 7 : LE TYPE IDEAL D’ORGANISATION PERMETTANT LE PARTAGE D’INFORMATION SUR LE MAEP EN AFRIQUE DE L’OUEST (CRAMAQ) Objectifs: Présentation des objectives, des composantes, de la structure et de la gestion du Centre régional pour l’avancement du MAEP en Afrique de l’Ouest Session présidée par : Commission de la CEDEAO	Séance plénière
16h20 – 17h30	Présentation par le Ghana (Prof. S.K.B. Asante) et le Bénin (M. Zacharie Richard Akplogan)	
	Formation des groupes pour le 3e jour.	

JOUR 3: Mercredi, 20 Octobre 20, 2010		
9h00 – 10h30	ATELIER SUR LE CRAMAO Objective: Discuter des objectifs, des composantes, du leadership et de la gestion du CRAMAO	Sessions de travail
9h00 – 10h30	Groupe 1: Structure du CRAMAO Groupe 2: leadership et gestion du CRAMAO Groupe 3: Financement du CRAMAO Groupe 4: Partenariats et volet communication	
10h30 – 10h45	Pause café	
10h45 – 11h35	Rapports sur les sessions de travail Session présidée par : Marcus Dahn, Liberia	Séances plénières
11h35 – 12h05	Discussions	
12h05 – 13h30	Pause déjeuner	
13h30 – 15h00	RÉDACTION DU COMMUNIQUÉ DE LA CONFÉRENCE Objectifs: (1) rédaction du Communiqué de la Conférence	Séances plénières
13h30 – 14h30	Résumé des décisions prises sur le CRAMAO et rédaction du Communiqué (un comité sera désigné)	
15h00 – 16h30	ADOPTION DU COMMUNIQUÉ DE LA CONFÉRENCE	
16h30 – 17h20	CÉREMONIE DE FERMETURE	
16h30 – 16h40	Remarques par Rev. Prof. S.K. Adjepong , Président, NAPRM-GC, Ghana	
16h40 – 16h50	Remarques par M. Ousmane Batoko , Vice-Président, Commission Nationale du Benin	
16h50 – 17h00	Remarks par Zemenay Lakew , représentante du PNUD	
17h00 – 17h20	Mot de fermeture par Hon Chris Kpedo , Ministère des affaires étrangères et de l'intégration régionale	

17h20 – 18h00	CONFÉRENCE DE PRESSE	
17h20 – 17h30	Déclaration du Communiqué – Ghana/Benin	
17h30 – 18h00	Temps pour les questions de la presse	
18h30 – 20h00	Cocktail	

ANNEXE 8 : Liste des principaux enjeux soulevés lors de la conférence

HIGHLIGHTS OF ISSUES RAISED AT APRM SUB-REGIONAL CONFERENCE ALISA HOTEL, GHANA 18TH – 20TH Oct 2010

THE APRM

- The APRM is a very complex process and attempts should be made to simplify it in order to make it move faster.
- Greater effort should be directed at getting grass root level participation in the APRM, primarily the citizenry.
- Organizational and logistical constraints undermine the capacities of countries to sign on to APRM. Should such poor countries be funded to enable them accede?
- Enshrined within APRM is the principle of voluntary accession. Would it be helpful to consider changing this to mandatory accession?
- APRM is a top-down process in terms of accession. Once the accession is complete, however, grass root organizations including civil society must then actively debate the issues raised in the report.
- The peer review process is not as robust as expected. It should cascade from the Executive to all levels of society. Thus there should be parliament to parliament reviews, community to community reviews, etc.
- Peer review should not be left at the doorsteps of heads of state only. Beyond the heads of state level, private sector may peer review itself, etc.
- Greater participation of the grassroots is necessary if ratification is to be achieved.
- Provide multiple entry points for the APR to ensure that the route to accession will not be limited to the Executive. This way, countries which have political heads reluctant to accede to the APR will not be prevented from participating in the APRM.

- APR processes must be clearly situated within the AU processes for it to be effective. This will prevent the creation of parallel institutions.
- Currently, very few countries are participating in reviews. Attempts should therefore be made to increase the number of participating countries.
- The attitude of indifference on the part of the Pan African Parliament should give way to greater interest and involvement in the APR process especially relating to country review reports tabled before it.
- The APR secretariat must be able to respond adequately to emerging challenges.
- The APRM process seeks primarily to engage the citizens of African nations more actively in the governance of their countries.
- The APRM is an unfolding process; an exercise under construction. It is important to position its modest accomplishments in the context of Africa's political history. It will also have challenges, particularly technical challenges relating to implementation.
- It is important to highlight the value addition of the APR process in order to generate interest and enthusiasm for APRM.
- The APR secretariat has constraints relating to logistics and technical expertise.
- AU summit could alternate with the APR for a on a yearly basis. This would create enough space for heads of states to attend APR fora more regularly and thereby engage fully in the APR process.
- Sanctions for APRM member countries who violate country review recommendations?
- Is it appropriate for the secretariat to provide funding for poor states which cannot accede due to resource constraints?
- What measures are there to check heads of state who have acceded but do not attend APR fora at the AU summit and/or do not pay dues accordingly?

- The country review processes in the APRM should be reviewed more periodically to make it more effective
- There is overemphasis on the role of the Executive arm of government in the APR process. Due recognition and space should be given to parliaments in the APR process as they are representatives of the people. There should be clear guidelines for engagement.
- APRM governing councils have the responsibility to establish practical feedback mechanisms between them and major stakeholders on the APRM process.
- National Development Planning Commissions have the responsibility to avoid possible duplication of efforts, the creation of parallel institutions, high transaction costs in the implementation of the APRM NPoAs.

ROLE OF CIVIL SOCIETY

- A standard definition of Civil Society is lacking. It may however differ from one country to another.
- The active participation of civil society in the APR process is critical to the attainment of APRM objectives. For civil society to be effective it must fully understand the nature, principles, and processes of the APRM.
- Citizen engagement and participation would enhance monitoring and evaluation of the process as well as ensure inclusiveness.
- The need to strengthen consultation framework for civil society engagement. Capacity building of CSOs are central to productive engagement of civil society
- Civil Society must be fully engaged in the APR process. To do this they must be thoroughly educated to better appreciate principles and processes of the APR.

ROLES AND RESPONSIBILITIES OF PARLIAMENT

- Parliaments also have to effectively exercise their oversight responsibilities by ensuring that APRM principles and standards are respected by the state.

- Parliamentarians have the duty to ensure that the views of their constituents are adequately represented in the APRM country review reports.
- Ensure greater participation by parliament. To this end alternative ways should be sought to engage parliament in a more comprehensive manner since existing strategies have not been effective.

ROLES OF RESEARCH INSTITUTIONS, NATIONAL AND INTERNATIONAL EXPERTS

- The need to build research alliances among indigenous technical research institutions on the APR process and implementation of NPoA.
- Capacity building for African Technical Research Institutions to enhance their role in the APR process.
- Research on the APRM is quite technical and require professional expertise from the TRIs
- TRIs working on the APRM should exhibit political neutrality and be sufficiently insulated from partisan political influences.
- TRIs are important in mapping and integrating the NPoA unto country specific development plans.
- Research on the APRM should be led by indigenous TRIs rather than external consultancies in order to ensure that the research agenda is not driven by external groups which have their own interests. Additionally, research findings and knowledge on the APRM should be protected from external groups which might use them to further their own ends.
- Donor funding of the TRIs should be carefully negotiated to guard against the pursuit of interests which are not identical with the core values and objectives of the APRM.

ANNEXE 9 : Articles de journaux sur la conférence

I- Annonce de la conférence



**NATIONAL AFRICAN PEER REVIEW MECHANISM GOVERNING COUNCIL
(NAPRM-GC)**

NATIONAL AFRICAN PEER REVIEW MECHANISM GOVERNING COUNCIL AND THE BENIN APRM COMMISSION IN COLLABORATION WITH THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS AND REGIONAL INTEGRATION WILL HOLD A 3-DAY SUB-REGIONAL CONFERENCE ON THE APRM AND THE ESTABLISHMENT OF A SHARED REGIONAL KNOWLEDGE-BASED CENTRE

DATE: 18th – 20th October, 2010

VENUE: Alisa Hotel, North Ridge

TIME: 9:00 a.m

THEME:
The West African Centre for the advancement of the APRM (WACAA) –
A case for promoting good governance

KEYNOTE ADDRESS:
His Excellency President John Evans Atta Mills

NAPRM - GC

SGD
MS. CORNELIA AMOAH
PUBLIC AFFAIRS OFFICER



NAPRM - GC

NATIONAL AFRICAN PEER REVIEW MECHANISM GOVERNING COUNCIL (NAPRM - GC)



NAPRM - GC

NATIONAL AFRICAN PEER REVIEW MECHANISM GOVERNING COUNCIL AND THE BENIN APRM COMMISSION IN COLLABORATION WITH THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS AND REGIONAL INTEGRATION WILL HOLD A 3-DAY SUB-REGIONAL CONFERENCE ON THE APRM AND THE ESTABLISHMENT OF A SHARED REGIONAL KNOWLEDGE-BASED CENTRE

DATE: 18th - 20th OCTOBER, 2010
VENUE: ALISA HOTEL, NORTH RIDGE
TIME: 9:00 A.M
THEME: THE WEST AFRICAN CENTRE FOR THE ADVANCEMENT OF THE APRM (WACAA) - A CASE FOR PROMOTING GOOD GOVERNANCE.
KEYNOTE ADDRESS: HIS EXCELLENCY JOHN DRAMANI MAHAMA

SGD:
MS. CORNELIA AMOAH
PUBLIC AFFAIRS OFFICER

- <http://www.gaportal.org/conference-18-oct-accra-west-african-centre-advancement-of-aprm-case-promoting-good-governance-ansa->

Conference (18 Oct, Accra): The West African Centre for the Advancement of APRM: A Case for Promoting Good Governance (ANSA Africa, 20 Oct 2010)

Accra: The National African Peer Review Mechanism Governing Council is to host a sub-regional conference on the theme: "The West African Centre for the Advancement of APRM: A Case for Promoting Good Governance ". The three-day meeting which is in collaboration with the APRM Commission of Benin and the University of Quebec at Montreal (UQAM) is scheduled from

- AFRIMAP, 15 octobre 2010, en ligne:
<http://www.afrimap.org/newsarticle.php?id=2711>

Ghana to Host APRM conference

15 October 2010, GNA

Accra, Oct. 15, GNA - The National African Peer Review Mechanism (APRM) Governing Council is to host a Sub-Regional conference on the theme: "The West African Centre for the Advancement of APRM: A Case for Promoting Good Governance ". The three-day meeting which is in collaboration with the APRM Commission of Benin and the University of Quebec at Montreal (UQAM) is scheduled from Monday, October 18. A statement from the APRM Secretariat in Accra signed by Ms Cornelia Amoah, the Public Affairs Officer, said on Friday nine of the 30 countries which had acceded to the African Peer Review Mechanism (APRM) were in the West African sub-region. "The conference therefore aims to create a platform for sharing experiences and lessons learned in the implementation of the African Peer Review Mechanism (APRM) in the West African sub-region. "The conference will also garner support for the establishment of a knowledge-based organization that would promote good governance and democracy in the sub-region." The statement said the organization, to be known as the West African Centre for the Advancement of the APRM (WACAA) would serve as the sub-regional organization under the African Governance Architecture. It said the added value for WACAA relates to a number of unique features such as: * It relies on the practical experiences of the participating countries at different levels of implementation of the APRM including capturing the voices of at the grassroots; * Breaks down linguistic barriers which have impeded the West African integration process; * Confronts common problems and finds common solutions in the West African sub-region through the sharing of experiences and practices; * Avoids the re-invention of a new wheel for new participating countries in the APRM. The statement said the WACAA was conceived as both a process and a structure. As a process, WACAA had specific objectives to coordinate the production, dissemination and sharing of knowledge and information on the APRM in West Africa, to promote popular ownership and participation, bottom-up development and civic education. "It also seeks to decentralize the APRM implementation process and introduce findings to enhance effective governance in local authorities; mobilize national and international expertise to undertake research and to interrogate methodologies to improve the APRM, and share lessons learned and best practices gained among the participating countries." As a structure, the statement said the WACAA would have a regional coordinating secretariat to implement activities. Participants to the conference are from Burkina Faso, Ghana, Guinea, Ivory Coast, Liberia, Mali, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, as well as Uganda, Kenya, Mozambique, Lesotho and South Africa. Representatives from Parliaments, Development Planning Commissions, Departments, research institutions, and civil society organizations, as well as ECOWAS, UNDP, UNECA and the African Development Bank will also be present.

II- Articles sur le contenu de la conférence

- Cornelia Amoah, « Ghana, Benin, host Sub-regional conference »



Ghana , Benin, host Sub-regional conference

By Cornelia AMOAH

The National African Peer Review Mechanism – Governing Council in collaboration with the APRM Commission of Benin and the University of Quebec at Montreal (UQAM) will from Monday the 18th of October 2010 host a 3-day conference under the theme “The West African Center for the Advancement of APRM: A Case for Promoting Good Governance“

To date 30 countries have acceded to the African Peer Review Mechanism (APRM) and 9 of these are in the West African sub-region. The conference therefore aims to create a platform for sharing experiences and lessons learned in the implementation of the African Peer Review Mechanism (APRM) in the West African sub-region. The conference will also garner support for the establishment of a knowledge-based organization that would promote good governance and democracy in the sub-region.

The knowledge based organization, to be known as the West African Centre for the Advancement of the APRM (WACAA)

will serve as the sub-regional organization under the African Governance Architecture. The added value for WACAA relates to a number of unique features:

- It relies on the practical experiences of the participating countries at different levels of implementation of the APRM including capturing the voices of at the grassroots;

- Breaks down linguistic barriers which have impeded the West African integration process;

- Confronts common problems and finds common solutions in the West African sub-region through the sharing of experiences and practices;

- Avoids the re-invention of a new wheel for new participating countries in the APRM.

The WACAA is conceived as both a process and a structure. As a process, WACAA has the following specific objectives - to coordinate the production, dissemination and sharing of knowledge and information on the APRM in West Africa; to promote popular ownership and participation, bottom-up development and civic education. It also seeks to

decentralize the APRM implementation process and introduce findings to enhance effective governance in local authorities; mobilize national and international expertise to undertake research and to interrogate methodologies to improve the APRM, and share lessons learned and best practices gained among the participating countries.

As a structure WACAA would have a regional coordinating secretariat to implement activities.

Participants to the conference are drawn from countries in the sub-region – Benin, Burkina Faso, Ghana, Guinea, Ivory Coast, Liberia, Mali, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, as well as from other countries – Uganda, Kenya, Mozambique, Lesotho and South Africa. Representatives from Parliaments, Development Planning Commissions/Departments, research institutions, and civil society organizations, as well as ECOWAS, UNDP, UNECA and the African Development Bank will also be present.

The writer is the Public Affairs Officer, NAPRM-Governing Council Secretariat

- GNA, « APRM Conference ends, 21 octobre 2010, en ligne: http://www.ghananewsagency.org/s_politics/r_21644/

APRM Conference ends

October 21, 2010

Accra, Oct. 21, GNA - Delegates to the Sub -Regional Conference on the African Peer Review Mechanism (APRM), have called for the establishment of a Sub Regional Centre to promote good governance and democracy, in the West African Sub Region.

The West African Centre for the Advancement of the APRM (WACAA) would be a knowledge based organisation, using research and advocacy, generated by academic and research institutions to leverage the promotion of good governance in the Region.

It would also accelerate the implementation of APRM in participating countries, as well as encourage non- member countries in Africa to accede to it.

The conference was organised by the APRM participating countries, basically to share the different experiences, regarding the implementation of the APRM in West Africa and to deliberate on the establishment of a Regional Centre for the advancement of APRM.

Rev Prof S.K. Adjepong, Chairman of the National APRM Governing Council, Ghana, presenting the communiqué, said the centre would be owned and led by Africans, and promote peer learning and utilise existing African institutions as well as promote and enhance the APRM implementation process in the West African countries, through the management of shared regional knowledge based organisations.

The national governing councils of the various countries would be the main drivers of the centre, collaborating effectively with other regional, national and in-country local stakeholders, he said.

Prof Adjepong said the Centre would also promote civil society participation, popular ownership and bottom up development strategy, through civic education, and promote, sensitize and create awareness, using communication and information strategies, including the media.

He said "The Centre would establish and manage a shared regional knowledge-based organisation that would coordinate the production, dissemination and sharing of knowledge and information on the APRM in West Africa".

Prof Adjepong urged participating countries to demonstrate their commitment, by contributing towards the financial sustainability of the Centre.

Mr Chris Kpodo, Deputy Minister for Foreign Affairs, said there was the need for a Sub Regional clearing house, to coordinate the production, dissemination and sharing of knowledge and information on the APRM and the objectives of the conference moved a step forward to achieving that initiative.

He said national and sub regional institutions, especially the regional economic communities should play a leadership role in promoting the APRM and be innovative in their approaches to entrenching good governance in the Sub Regions.

Mr Kpodo said government was in full support of the initiative and would do its best to see the realisation of the project.

GNA

- GNA, « Ghana to host APRM Conference », 15 octobre 2010, en ligne http://www.accra-mail.com/index.php?option=com_content&view=article&id=25719:ghana-to-host-aprm-conference&catid=60:main-news&Itemid=209

Ghana to Host APRM conference

Main News

Accra, Oct. 15, GNA - The National African Peer Review Mechanism (APRM) Governing Council is to host a Sub-Regional conference on the theme: "The West African Centre for the Advancement of APRM: A Case for Promoting Good Governance ".

The three-day meeting which is in collaboration with the APRM Commission of Benin and the University of Quebec at Montreal (UQAM) is scheduled from Monday, October 18.

A statement from the APRM Secretariat in Accra signed by Ms Cornelia Amoah, the Public Affairs Officer, said on Friday nine of the 30 countries which had acceded to the African Peer Review Mechanism (APRM) were in the West African sub-region.

"The conference therefore aims to create a platform for sharing experiences and lessons learned in the implementation of the African Peer Review Mechanism (APRM) in the West

African sub-region.

"The conference will also garner support for the establishment of a knowledge-based organization that would promote good governance and democracy in the sub-region."

The statement said the organization, to be known as the West African Centre for the Advancement of the APRM (WACAA) would serve as the sub-regional organization under the African Governance Architecture.

It said the added value for WACAA relates to a number of unique features such as:

- * It relies on the practical experiences of the participating countries at different levels of implementation of the APRM including capturing the voices of at the grassroots;
- * Breaks down linguistic barriers which have impeded the West African integration process;
- * Confronts common problems and finds common solutions in the West African sub-region through the sharing of experiences and practices;
- * Avoids the re-invention of a new wheel for new participating countries in the APRM.

The statement said the WACAA was conceived as both a process and a structure. As a process, WACAA had specific objectives to coordinate the production, dissemination and sharing of knowledge and information on the APRM in West Africa, to promote popular ownership and participation, bottom-up development and civic education.

"It also seeks to decentralize the APRM implementation process and introduce findings to enhance effective governance in local authorities; mobilize national and international expertise to undertake research and to interrogate methodologies to improve the APRM, and share

lessons learned and best practices gained among the participating countries."

As a structure, the statement said the WACAA would have a regional coordinating secretariat to implement activities.

Participants to the conference are from Burkina Faso, Ghana, Guinea, Ivory Coast, Liberia, Mali, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, as well as Uganda, Kenya, Mozambique, Lesotho and South Africa.

Representatives from Parliaments, Development Planning Commissions, Departments, research institutions, and civil society organizations, as well as ECOWAS, UNDP, UNECA and the African Development Bank will also be present.

GNA

- **Daily Graphic, « Grassroots participation necessary for accountability », en ligne :<http://news.myjoyonline.com/news/201010/54217.asp>**

Grass-roots participation necessary for accountability – Veep

The Vice-President, Mr John Dramani Mahama, says there cannot be accountability in Africa if there is a deliberate exclusion of the mass of the people from the governance process.

He said it was in that recognition that the government had made a conscious effort, through the African Peer Review Mechanism (APRM), to involve citizens in the monitoring and evaluation of the implementation of the national programme of action.

Addressing the sub-regional conference on the APRM in Accra yesterday, the Vice President said accountability was the life blood of democratic governance.

The conference was on the theme: "West African, Centre for the Advancement of the APRM (WACAA): A case for Promoting Good Governance."

The APRM is a bold and ambitious undertaking which ensures that member countries adopt policies, standards and practices that lead to political stability, high economic growth, sustainable development and accelerated sub-regional and continental integration, through the sharing of experience,

Mr Mahama said the introduction of the District APRM Oversight Committee provided yet another avenue for civil society perspectives to be captured.

He said validated reports from the conduct of District Governance Assessment by civil society was debated at the district "assemblies while civil society provided empirical data for local authorities to address governance and service delivery challenges.

He said the APRM afforded the continent the unique opportunity to move that vision a step further.

The Vice-President affirmed the government's commitment to the ideals, vision and objectives of the African Peer Review Mechanism (APRM).

That commitment, he said, was born out of the fact that the reality of African integration could not be realised without addressing the issues of governance and leadership.

Mr Mahama said Ghana was fully committed to the initiative, which seeks to co-ordinate the production, dissemination and sharing of knowledge and information on the APRM, as well as decentralise its implementation process to enhance effective governance in local authorities.

The Vice-President advised African leaders not to dissipate their energies and resources on the creation of parallel institutions and expressed the delight that the Economic Community of West African States (ECOWAS) was championing "this knowledge-based initiative".

He said the APRM did not only underscore the new political will of African

leaders to serve the well-being of their people, but it challenged the citizenry and other stakeholders to act responsibly.

He said the fact that as many as 30 countries, representing more than 70 per cent of the continent's population, had acceded to the process was an indication of Africa's commitment to that new regime.

The UN Resident Co-ordinator, Ms Ruby Sadhu-Rojon, called on participating countries to deepen their commitment to the process.

She commended Ghana for the progress it had made by being the first to exceed the APRM target and also showing clear implementation of the action programme.

Dr Patrick Agboma, a representative of the African Development Bank, pledged the bank's support towards the implementation of the APRM.

Source: Daily Graphic



Picture: ESO/W

Vice-President John Mahama (left) interacting with some participants after the opening session of the APRM Sub-Regional Conference on West Africa Centre for the Advancement of A case for Promoting Good Governance. Among them are Prof. Miranda Greenstreet (second right), Prof. S.K.B. Asante (right), both members of the APRM, and Rev. Prof. S.K. Adje, Chairman of the National Africa Peer Review Governing Council, Ghana.

Grass-roots participation Grass-roots participation

necessary for accountability

Story: Timothy Gobah

— Vice-President Mahama

THE Vice-President, Mr John Dramani Mahama, says there cannot be accountability in Africa if there is a deliberate exclusion of a mass of the people from the governance process. He said it was in that recognition that the government had made a conscious effort, through the African Peer Review Mechanism (APRM), to involve citizens in the monitoring and evaluation of the implementation of the national programme of action. Addressing the sub-regional conference on the APRM in Accra yesterday, the Vice President said accountability was the life blood of democratic governance. The conference was on the theme: "West African Centre for the Advancement of the APRM (WACAA): A case for Promoting Good Governance." The APRM is a bold and ambitious undertaking which ensures that member countries adopt policies,

standards and practices that lead to political stability, high economic growth, sustainable development and accelerated sub-regional and continental integration, through the sharing of experience. Mr Mahama said the introduction of the District APRM Oversight Committee provided yet another avenue for civil society perspectives to be captured. He said validated reports from the conduct of District Governance Assessment by civil society was debated at the district assemblies while civil society provided empirical data for local authorities to address governance and service delivery challenges. He said the APRM afforded the continent the unique opportunity to move that vision a step further. The Vice-President affirmed the government's commitment to the ideals, vision and objectives of the

African Peer Review Mechanism (APRM). That commitment, he said, was born out of the fact that the reality of African integration could not be realised without addressing the issues of governance and leadership. Mr Mahama said Ghana was fully committed to the initiative, which seeks to co-ordinate the production, dissemination and sharing of knowledge and information on the APRM, as well as decentralise its implementation process to enhance effective governance in local authorities. The Vice-President advised African leaders not to dissipate their energies and resources on the creation of parallel institutions and expressed the delight that the Economic Community of West African States (ECOWAS) was championing "this knowledge-based

initiative". He said the APRM did not only underscore the political will of African leaders to serve the well-being of their people, but it challenged the citizenry and other stakeholders to act responsibly. He said the fact that as many as 30 countries, representing more than 70 per cent of the continent's population, had acceded to the process was an indication of Africa's commitment to that new regime. The UN Resident Co-ordinator, Ms Ruby Sad Rojon, called on participating countries to deepen their commitment to the process. She commended Ghana for the progress it had made by being the first to exceed the APRM target and showing clear implementation of the action programme. Dr Patrick Agboma, a representative of the African Development Bank, pledged the bank's support towards the implementation of the APRM.

- GNA, « Vice-President calls for accountability by African leaders », 19 octobre 2010, en ligne: http://www.businessghana.com/portal/news/index.php?op=getNews&news_cat_id=1&id=136027

Vice President calls for accountability by African leaders

News Date: 19th October 2010

Vice President John Dramani Mahama, on Monday, called on African leaders to exhibit a level of good governance, leadership and accountability that would pave way for integration and economic independence.

"We as Africans can never succeed in our quest for regional integration if we do not demonstrate good leadership that will inspire other members of our communities to repose confidence in our activities," he said.

Vice President Mahama made the call when he addressed delegates attending the African Peer Review Mechanism (APRM) sub-Regional Conference,

in Accra.

The conference, being attended by Francophone and Anglophone West African states, is under the theme; "West African Centre for the Advancement of the APRM, A case for Promoting Good governance". It is aimed at giving the delegates the opportunity to appraise their performance and brace themselves up for some of their challenges.

Vice President Mahama said accountability, which is an important ingredient for good governance, is also instrumental to give the citizenry the opportunity to review the performance of their governments and should,

therefore, remain an integral part of their development programmes.

"We can ensure good governance and accountability only if we involve our citizens in policy formulation and implementation in our various countries."

He called on African leaders to denounce the formation of parallel bodies that had the potential of derailing and impeding the development programmes of their governments.

The Vice President said most countries were chalking successes in their APRM programmes because of the engagement and collaborations they had with non-state actors and civil society organizations and appealed to African leaders to desist from the perennial practice of frustrating opponents.

Ms Ruby Sandhu-Rojon, United Nations Development Programme Resident Representative in Ghana, pledged the support of her outfit to the success of the APRM programmes in the continent.

She called for the formation of effective implementation, supervisory and monitoring teams that would ensure the success of the programmes to

serve as an innovation from the continent.

"APRM could become a model for other continents if the challenges of good implementation are eliminated and I will like to call on the leaders to step up their activities to meet the development goals of their countries,"

Ms Sandhu-Rojon said.

Dr. Patrick Agboma, a representative of the African Development Bank, gave the assurance that his outfit would continue to give all APRM programmes financial and technical support.

He stressed the need for an effective monitoring system that would ensure that all resources are put to good use.

Source: GNA

AFRIMAP, « Veep Jogn Mahama at APMR Conference in Accra », 18 octobre 2010, en ligne : <http://www.afrimap.org/newsarticle.php?id=2714>

News Archive

Veep John Mahama At APRM Conference In Accra

18 October 2010, PeaceFM (Ghana)

The Vice-President, Mr. John Dramani Mahama, says the African Peer Review mechanism (APRM) does not only impress upon African leaders to serve the wellbeing of their people, but also it challenges other stakeholders and the citizenry to act responsibly. The Veep noted that as about 30 African Countries representing 70% of Africa's population subjected themselves to the Peer Review Mechanism, it shows the high commitment of African Countries to this new regime. Vice President John Dramni Mahama stated these at the opening ceremony of African Peer Review mechanism (APRM), Sub-Regional Conference held in Accra. The theme for the conference is "West African Centre for the Advancement of the APRM, (WACCA), - a case for promoting Good Governance". Vice-Prez Mahama says (APRM), is a standard that is set to ensure political stability, high economic growth, sustainable development and the adherence to Best Practices in African countries. On his part, Rev. Prof. S.K. Adjepong, chairman of National Peer Review Governing Council, Ghana, says out of the 30 APRM countries in Africa 9 are from West-African Countries. He said Ghana has concrete achievements to show in areas of Democracy where civil societies participation has increased tremendously. By Bernard Quanson

III- Publication du communiqué final

- **AFRIMAP, « Communiqué issued at the APRM Sub-regional conférence, Alaisa hôtel, Accra, Ghana », 20 octobre 2010, en ligne : <http://www.afrimap.org/newsarticle.php?id=2720>**

News Archive

COMMUNIQUE ISSUED AT THE APRM SUB-REGIONAL CONFERENCE, ALISA HOTEL, ACCRA, GHANA, 18TH – 20TH Oct 2010

20 October 2010, APRM Conference

THE APRM 1. Participants from several APRM participating and other countries met in Accra, Ghana on 18th - 20 October 2010 to share the different experiences regarding the implementation of the APRM in West Africa and to deliberate on the establishment of a Regional Center for the Advancement of the APRM. 2. The Conference was declared open by the H.E. the Vice President of Ghana, Mr. John Dramani Mahama, who reaffirmed the support of the Government of Ghana to the APRM process and the Center. 3. Participants appreciated that the APRM has become established as a powerful instrument for promoting good governance. It was noted that since 2003, twenty-nine (29) African countries have acceded to the APRM and thirteen (13) countries have completed the review process. Nine (9) West African countries have acceded and five (5) have completed their review. 4. While recognizing the efforts being made by the APRM Continental Secretariat, participants felt the need for the institutionalization of mutual support among the countries and reinforcement of the APRM through the establishment of the sub-regional Center. Such a Center should be guided by the fundamental principles of the APRM, such as, • the African ownership and leadership; • the Utilization of existing African institutions; • the use of non-bureaucratic structure; and • the promotion of peer learning. 5. Participants endorsed, in principle, the idea of establishing such a Center, within the context of the emerging African Governance Architecture, and should be promoted in consultation with the APRM Panel of Eminent Persons and the Continental APRM Secretariat, the ECOWAS Commission, and other pertinent sub-regional bodies. 6. The main objectives of the Center are to promote good governance and democracy in the West African sub-region and to promote and enhance the APRM implementation process in the West African countries through • Establishment and management of shared regional knowledge-based organization that would coordinate the production, dissemination and sharing of knowledge and information on the APRM in West Africa; • Promotion of civil society participation, popular ownership and bottom-up development strategy through civic education; • Promotion, sensitization, awareness creation and public education, using communication and information strategies including the media; and • the acceleration of the implementation of the APRM in participating countries as well as encourage non-member countries in West Africa to accede to

it. 7. It was agreed that the National Governing Councils of the various countries would be the main drivers of the Center, collaborating effectively with other regional, national and in-country local stakeholders. 8. The Center should be a knowledge based organization, using research and advocacy generated by academic and research institutions to leverage the promotion of good governance in the region. 9. The Center should be founded on the basis of stable and sustainable source of funding. To ensure that the Center is owned and led by Africans, participating countries should demonstrate their commitment by contributing towards its financial sustainability. Recalling the support extended by ECOWAS towards the establishment of a center of excellence to promote APRM values at the Regional Workshop on APRM held in Accra on 12th -14th August 2009, the participants agreed that the center should closely collaborate with ECOWAS and that ECOWAS should be a major source of funding for the Center. 10. The conference was attended by participants from countries in the sub-region – Benin, Burkina Faso, Ghana, Guinea, Ivory Coast, Liberia, Mali, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo as well as from other African countries – Uganda, Kenya, Mozambique. Representatives from Parliaments, Development Planning Commissions/Departments, research institutions, and civil society organizations, as well as, the APRM Continental Secretariat, UQAM, the three strategic partners of APRM, i.e. UNDP, UNECA and the African Development Bank participated. Partner institutions such as Afrimap, Partnership Africa-Canada (PAC), Pan-African Parliament, SAIIA, and Hanns Seidel Foundation also attended the conference. 11. The conference expressed its appreciation to the National APRM-GC, the APRM Commission of Benin, UQAM for organizing the conference, and IDRC, UNDP and for sponsoring the Conference and participating in it. Adopted in Accra on this day, Wednesday, 20th October 2010.

Daily Graphic

TUESDAY, OCTOBER 19, 2010

AFRICA NEEDS NEW IMAGE

AFRICA is classified as the poorest continent in the world. Out of the 75 least developed countries, 52 are in Africa. Illiteracy, hunger and disease have become the bane of the majority of the people.

This sad situation is a direct reflection of several factors, including political instability, conflicts, wars and leadership failure. The continent has a sad record of dictatorship, tyranny, abuse of human rights, corruption and maladministration.

Briefly put, Africa's problems could be attributed to poor governance. The question is, how can the continent extricate itself from poverty and poor governance?

It was in response to how Africa could lift itself out of its predicament that nine years ago the leaders on the continent took a bold initiative to come up with the New Partnership for Africa's Development (NEPAD), which captured the vision and strategic development framework for the continent.

A major component of NEPAD is the African Peer Review Mechanism (APRM), which enjoins member countries to adopt policies, standards and practices that lead to political stability, high economic growth and sustainable development through sharing of experiences and enforcement of best practices.

The APRM does not only underscore the new political will of African leaders but also challenges the citizenry and other stakeholders to act responsibly.

Ghana was the first African country to accede to the APRM and subject itself to be peer-reviewed by African leaders. Ever since, the country has continued to take steps to deepen the process of good governance and ensure best practices.

In spite of the modest successes achieved so far, there is still more room for improvement and nobody can run away from that.

Indeed, Vice-President John Mahama hit the nail right on the head when he told a two-day sub-regional conference on the APRM in Accra that "there cannot be accountability in Africa if there is a deliberate exclusion of the mass of the people from the governance process".

The involvement of people in any endeavour is paramount to its success. Democracy, after all, is a system of government of the people by the people and for the people. The ultimate aim of any political system and good governance should be the benefit and welfare of the people.

Luckily, the government has made a conscious effort to involve citizens in the monitoring and evaluation of the implementation of the various processes to achieve good governance. No doubt, the nation's credentials in governance have won the admiration of the world at large.

However, there is still room for improvement. The challenges confronting the decentralisation process, especially the malfunction-